

# Les jeunes de l'Extrême-Nord/Cameroun, l'Internet et la participation au développement communautaire. Esquisse d'une stratégie de Net-développement

---

## □ Résumé

---

Dans cet article, nous étudions comment les jeunes de l'Extrême-Nord/Cameroun utilisent l'Internet au service du développement communautaire. Nous nous sommes basé à cet effet sur l'examen des données d'entretien et sur l'analyse de contenu des sites web/blogs et des groupes facebook qu'ils mobilisent et éditent dans ce cadre. Cet examen indique qu'avec les cyberpages, ces jeunes informent et mobilisent en faveur du développement de leur région. Sur les groupes facebook, ils forment des communautés de pratiques où ils discutent et se concertent sur des besoins et projets de développement. En analysant ces pratiques dont les effets sont toutefois limités par un contexte socio-technologique déficitaire, nous avons aussi esquissé une stratégie de Net-développement communautaire.

### **Mots clefs :**

Jeunes, Extrême-Nord/Cameroun, sites web, groupes facebook, développement communautaire.

## □ Abstract

---

In this article, we study how young people of Far-North/Cameroon use Internet to promote and ensure their development. We have thus based our analysis on the interviews data and on the exam of the content of websites and facebook groups which they use in this case. This analysis indicates that on their websites, they inform and mobilize about the development of their communities. With their facebook groups, they form communities of practices where they discuss on their development projects and needs. Although the socio-technological context is underdeveloped, these practices have allowed us to outline a strategy of Net-development.

### **Key-words:**

Young people, Far-North/Cameroon, websites, facebook groups, community development.

## *Emmanuel BECHE*

*Doctorant/Enseignant-Chercheur*

Université de Liège (Belgique)

Place du 20 août, 4000 Liège, Belgique

Université de Maroua (Cameroun)

BP : 55

Tél. : 0032 471 53 83 57

**beche.emmanuel@gmail.com**

## Introduction

Ces trente dernières années au moins, l'usage de l'Internet investit considérablement la vie humaine (Kiyindou, 2010; 2011). Il devient de plus en plus « central [voire nécessaire] dans la réorganisation des modes de production et de consommation des sociétés » (Proulx, 2002a : 22). Mansell (1993), Negro Ponte (1996), Ott (1998) et Credé et Mansell (1998) situent d'ailleurs cette technologie numérique au cœur des transformations qui affectent les sociétés contemporaines. Pour Proulx (2002a), elle en constitue même la figure emblématique, ce qui renvoie à la thèse de « société en réseaux » (Castells, 2000) ou à celle d'« informatisation sociale » ou de « numérisation des sociétés » (Proulx, 2001; 2002b). Dans ce type de société défini par un nouveau « mode de développement informationnel [...], tout fonctionne en réseaux [...] C'est l'action du savoir sur le savoir [qui] est la source principale de la productivité » (Castells, 2000). C'est aussi la verticalité de cette production qui se désintègre, pour donner lieu à sa restructuration horizontale. Le développement productif s'inscrit alors dans un « réseau hétérarchique » où chaque membre est investi d'une « puissance d'agir » pour l'intérêt commun (Proulx, 2001 : 140).

Cette hétérarchisation des activités de production qui résulte d'une numérisation de plus en plus accrue des sociétés, devient d'ailleurs évidente avec l'avènement du web social ou 2.0 (Herrera, 2011; Kübler, 2011). Elle se manifeste aussi par une floraison de concepts socio-numériques comme télé-enseignement, formation à distance, école numérique, web politique, e-réputation, e-citoyens, net-campagne, vote électronique, health 2.0, marché électronique, e-administration, etc. Comme le déclarait Koffi Anan au Sommet mondial sur la Société de l'information à Tunis en 2005, « nous vivons une époque de mutations rapides où les technologies jouent un rôle de plus en plus central dans tous les domaines d'activité de nos vies [...] et affectent de façon significative toutes les dimensions économiques, sociales ou culturelles ». Dans ce processus de réseautage social en effet, le volet développement communautaire ne fait pas exception. Au contraire, individus et collectivités s'approprient davantage l'Internet entendu comme « un dispositif sociotechnique combinant principalement : un ensemble de protocoles de communication; des routeurs assurant les transferts des signaux entre les réseaux; l'utilisation de structures de réseaux techniques assurant une télécommunication distribuée (communication par paquets); de multiples points d'accès au méga-réseau » (Proulx, 2002a : 21). Les usagers en exploitent ainsi les fonctions et potentialités (diffusion de l'information, coordination des actions, activités de coopération en réseau) pour contribuer au bien-être individuel et collectif (Ott, 1998; Gado Alzouma, 2008; Shiner, 2008). Bien d'écrits sur les questions de développement insistent d'ailleurs sur le rôle que le « Réseau des réseaux » y joue, établissant de ce fait un lien à la fois étroit et réciproque entre Internet et développement.

Ce lien n'est d'ailleurs pas étonnant puisque comme l'écrivent Kiyindou et Beautista (2011 : 7), « l'évolution de la technique (...) a souvent été considérée comme le moteur de l'évolution de l'économie et de la société ». En présentant les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) comme de « véritables agents de transformation », Credé et Mansell (1998 : 2) soutiennent aussi qu'elles « revêtent une importance cruciale pour le développement ». Pour eux, « les TIC constituent des biens d'équipement susceptibles d'améliorer la productivité et la qualité des autres biens et services » (ibid.). Elles permettent en effet l'accès à l'information, sa création, son actualisation et sa diffusion, ses échanges et ses partages entre les acteurs sociaux. Leurs usages et appropriations offrent ainsi plusieurs opportunités et facilités en matière de développement communautaire : dialogues dynamiques, actions et initiatives collaboratives et coopératives, débats et concertations, création des communautés de pratiques ou des groupes réseautés, formation de nouvelles coalitions des ressources, etc. Les nouvelles technologies et notamment l'Internet fonctionnerait ainsi à l'image de « l'arbre à palabres » africain ou de « l'agora » grec.

« Sociologiquement important » et « profondément neuf », l'Internet apparaît donc comme un « facteur décisif du changement » et « le déclencheur nécessaire et suffisant des transformations des sociétés contemporaines » (Proulx, 2002a : 24). Les événements comme la crise d'Érika en 1999 (Vitalis, 1994) et qui a donné lieu à la condamnation de Total en septembre 2012, montrent que l'Internet peut être mobilisé efficacement pour faire valoir le bien-être communautaire. Les dernières révolutions arabes qui ont vu une redéfinition de la carte sociopolitique du Maghreb (Kübler, 2011; Faris, 2012), révèlent aussi que les outils numériques sont de réels moyens permettant aux citoyens de poser des actions d'intérêt communautaire voire national. Le projet de constitution islandais pour lequel un référendum s'est tenu le 20 octobre 2012 et qui a été élaboré grâce à un travail participatif et collaboratif de tous les citoyens sur le web, est un signe que l'usage de l'Internet au service du développement communautaire est une évidence. Dans ces types d'actions et de projets, l'usage des technologies numériques offre aux acteurs un « capital informationnel » et crée chez eux la « culture de contribution » et la « puissance d'agir » (Proulx, 2011). Les usagers de l'Internet au service du développement deviennent alors ce que Proulx (2010; 2011) appelle des « fournisseurs de données » (« data providers ») et des « producteurs de contenu » (« content producer »). Le miracle de plusieurs pays d'Amérique Latine et d'Asie repose d'ailleurs sur l'industrie des nouvelles technologies (Credé et Mansell, 1998).

En dépit d'une faible technisation de l'Afrique<sup>1</sup>, Credé et Mansell (1998) et Norbrook (2008) reconnaissent aussi

---

<sup>1</sup> Le taux de pénétration de l'Internet en Afrique au 31 décembre 2011 est de 13,5% (<http://www.internetworldstats.com/stats1.htm>). Selon l'Union Internationale des Télécommunications (UIT, 2012), son indice de développement des TIC est aussi très bas (1,88).

que les nouvelles technologies peuvent y offrir de possibilités nouvelles de transformation économique et sociale. C'est ce que révèle aussi le rapport de l'UIT (2012). L'engouement avec lequel des Africains adoptent les nouvelles technologies suscite d'ailleurs une vaste littérature qui présente l'Afrique comme une société réseautée émergente et les TIC comme un moyen de sortir le continent de la marginalisation et de l'exclusion (Gado Alzouma, 2008). C'est aussi dans ce sens que la rencontre de Bamako 2000 présente l'Internet comme des « passerelles du développement ». Le résultat auquel est parvenu Donner (2006) dans une étude qu'il a menée au Rwanda, s'inscrit également dans cette logique. Il montre que l'usage des TIC au sein des petites entreprises a permis de développer des réseaux d'entrepreneurs locaux, ce qui a affecté positivement la production. Les travaux réalisés par Essadiki (2004), Shiner (2008), AFD<sup>2</sup> (2011), etc. aboutissent aussi aux résultats similaires. Blanchard (2001) rapporte également des cas réussis des projets de développement qui ont intégré l'Internet : l'exemple de la société Manobi au Sénégal qui a créé un réseau d'enquêteurs sur les prix des produits agricoles, celui du cybercafé de Saint-Louis qui a mis en place un service météo pour les pêcheurs, etc. En étudiant ces genres de projet, Bonjawo (2001) insiste même sur la « créativité des populations africaines qui assignent aux TIC des fonctions [...] particulièrement en phase avec leurs préoccupations quotidiennes ». Pour lui comme pour d'autres auteurs, l'Internet est « un facteur décisif de développement en Afrique, voire un préalable de celui-ci » (Loukou, 2011). Il y constitue « l'investissement le plus accessible, avec le meilleur retour sur investissement » (Blanchard, 2001). Le succès de cet investissement technique ne se produit toutefois pas dans un cadre dématérialisé ou ex-nihilo. Il doit faire écho à un investissement social, c'est-à-dire à la morphologie de la société dans laquelle il prend forme (Chambat, 1994; Mallein et Toussaint, 1994; Akrich, 1987; 1989; 1990; Credé et Mansell, 1998; Jouët, 1993; 2000; Proulx, 2001; 2002a; 2002b; 2011; Cléveot et Douyère, 2008).

Sur la base de ces considérations et réflexions, nous cherchons à comprendre comment les jeunes de l'Extrême-Nord/Cameroun (EN/C) s'approprient l'Internet et le mettent au service du développement communautaire. À partir de ce point, nous nous intéressons aussi aux approches et stratégies de Net-développement dans ce contexte. Cela veut dire que notre préoccupation dans ce travail consiste également à réfléchir sur un modèle d'intégration des TIC au développement impliquant les jeunes. En effet, dans cette région qui est l'une des plus peuplées du Cameroun, l'usage de l'Internet s'observe davantage chez les jeunes. Or, selon les données de l'Institut National de Statistique (INS) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), les jeunes de 0 à 30 ans représentent plus de 67% de la population régionale (INS/PNUD, 2010). Même si le taux de pénétration de l'Internet (4%) reste en deçà de la

moyenne nationale (7%), des jeunes tirent profit des cybercafés et des connexions mobiles pour engager des actions en réseaux : envoi et réception des emails, éditions des blogs et groupes facebook notamment. Donc, au regard des déficits socioéconomiques de cette région (sous-scolarisation, sous-emploi, difficultés liées à la santé, à l'habitat, à l'environnement, à l'économie, etc.), mais aussi des opportunités qu'elle a (dynamisme des jeunes, accès progressif aux TIC, etc.) et de la dynamique dans laquelle le pays est engagé pour une émergence à l'horizon 2035, nous posons l'hypothèse que l'usage et l'appropriation de l'Internet à des fins de développement par les jeunes de cette région, peuvent être de réelles contributions au bien-être collectif.

## **1. Considérations méthodologiques de l'étude**

La perspective méthodologique que nous privilégions dans ce travail considère l'Internet et le Net-développement comme des construits sociaux (Chambat, 1994 : 253) et les jeunes enquêtés comme des informateurs et acteurs (Cottier et Choquet, 2005; Proulx, 2005).

### **1.1. Orientation théorique du travail**

En considérant l'Internet et le Net-développement comme des construits sociaux, notre but est d'éviter une certaine vision futurologique et déterministe des technologies. Pour démontrer en effet l'action du dispositif Internet dans le développement de l'EN/C, il ne suffit pas de simplement expliciter tous les scénarios possibles de développement souhaitable ou probable. Il ne suffit pas aussi de décrire toutes les possibilités d'action qu'il recèle en tant qu'objet technique fraîchement apparu dans ce contexte. Il s'agit fondamentalement de l'aborder du point de vue de son intégration sociale. C'est dans ce sens que nous avons choisi de nous intéresser aux usages effectifs que les jeunes de l'EN/C font de cette technologie en rapport avec leurs réalités et intentions de développement (Credé et Manselle, 1998; Gado, 2008). C'est ce que Proulx (2002a : 30) appelle « l'ethnographie des usages [...] Cela permet de saisir avec plus de finesse, la complexité et les subtilités de la détermination technique dans notre vie quotidienne ». Il nous a donc paru pertinent de réfléchir à l'usage de l'Internet au service du développement à la fois en tenant compte des aspects socio-techniques déjà existants et à partir des contraintes et des possibilités que le design de l'objet induit sur ce qui en est effectivement fait par les acteurs. Cela revient à allier dans l'analyse la « rationalité de la cohérence socio-technique » centrée sur la sociabilité et le contexte quotidiens des usagers, et la « rationalité de la performance techniciste » axée sur la technologie elle-même (Mallein et Toussaint, 1994 : 319).

Comme l'écrivent Mallein et Toussaint (1994 : 138), « l'insertion sociale d'une NTIC, son intégration à la quotidienneté des usagers, dépendent moins de ses qualités techniques "intrinsèques", de ses performances et de

<sup>2</sup> Agence Française de Développement

sa sophistication que des significations d'usage projetées et construites par les usagers sur le dispositif technique qui leur est proposé ». C'est ce qu'écrit aussi Chambat (1994 : 253) : « La diffusion des TIC ne s'opère pas dans le vide social [...] Elle interfère avec des pratiques existantes, qu'elle prend en forme et réaménagement ». Parce que l'Internet et le Net-développement doivent s'intégrer à la morphologie du contexte dans lequel ils sont mis en œuvre, nous prêtons aussi attention aux pratiques et représentations des jeunes de l'EN/C en rapport avec ces éléments. Nous pensons donc simultanément l'Internet dans la société et la société dans l'Internet dans une perspective d'appropriation de l'innovation et de construction sociale des usages (Proulx, 2002a; 2005). Dans cette perspective, nous ne dissociions pas l'usage de l'Internet de son monde socialement vécu. Nous considérons aussi ses usagers en l'occurrence les jeunes de l'EN/C comme des acteurs-participants au Net-développement. Nos méthodes de collecte et d'analyse des données s'inscrivent également dans la même perspective.

## **1.2. Collecte et analyse des données**

Pour collecter les informations sur les pratiques de Net-développement communautaire chez les jeunes de l'EN/C, nous avons utilisé deux méthodes : l'interview et l'analyse de contenu des outils Internet qu'ils mobilisent dans ce cadre.

L'interview a été conduite avec 90 jeunes dont 15 de chaque Département (Diamaré : n=15; Logone-et-Chari : n =15; Mayo-Danay : n= 15; Mayo-Kani : n=15; Mayo-Tsanaga : n=15; Mayo-Sava : n=15). Dans la composition de cet échantillon, nous n'avons retenu que les jeunes qui sont des internautes, c'est-à-dire qui se connectent à l'Internet au moins une fois par mois (Jouët, 2004 : 161; Theviot, 2012). Les pratiques de Net-développement ne peuvent en effet s'observer que chez eux. Ils sont donc les mieux à même d'en témoigner. Nous avons aussi conduit nos entretiens au sein de treize des vingt-six groupes facebook que nous avons étudiés. Pour recueillir leurs propos, nous avons construit notre guide d'entretien autour de deux principaux thèmes : représentations du Net et du développement communautaire, et opinions sur le rôle de l'Internet au service du développement. L'objectif que nous avons poursuivi avec ces entretiens a été de voir comment ces jeunes internautes se positionnent par rapport au développement de leur région et à l'Internet au service de ce développement. Pour analyser les données recueillies, nous avons dégagé pour chaque discours des unités de sens, ce qui nous a permis de déterminer les différentes catégories thématiques. Pour en dégager les significations et portées, nous les avons rapportées aux contextes sociotechniques des enquêtés. Nous avons par ailleurs considéré ces derniers comme nos informateurs, ce qui correspond bien à l'approche ethnographique des usages des TIC (Proulx, 2002a : 30) que nous privilégions. Suivant cette logique, nous nous sommes « astreint à suivre les

acteurs au plus près de leur travail interprétatif (...) [et à prendre] au sérieux leurs arguments et les preuves qu'ils apportent, sans chercher à les réduire ou à les disqualifier en leur opposant une interprétation plus forte » (Boltanski, cité par Proulx, 2005 : 7).

Pour rendre compte des pratiques de Net-développement communautaire des jeunes de l'EN/C, nous nous sommes essentiellement basé sur l'examen des outils Internet qu'ils utilisent à cet effet. Nous avons avant tout recensé manuellement les sites web et blogs et les groupes facebook dont ils disposent dans ce cadre. Pour analyser le contenu des douze sites web que nous avons répertoriés, nous avons notamment prêté attention à deux dimensions : information sur la localité et son développement, et mobilisation pour le développement. En ce qui concerne la première dimension, nous avons examiné la présence ou l'absence des rubriques suivantes : à propos, historique, actualités, présentation, galerie photos, développement, etc. Pour rendre compte du second aspect, nous avons exploré les catégories : contact, votre contribution, faire un don, vos idées, etc. qui incitent les internautes à participer au développement de leur région. Sur les groupes facebook, nous avons considéré l'objectif de leur création et la manière dont leurs membres se présentent et s'identifient. Nous nous sommes également intéressé aux différents posts (statuts, photos, vidéos, liens) et à leurs commentaires, ce qui nous a permis d'y relever des thèmes liés au développement ainsi que des indices de participation au développement communautaire.

## **2. Le développement de l'EN/C passera-t-il par le Net ?**

En développant ce point, nous voulons montrer que le Net-développement est une option pour optimiser et dynamiser les acquis du développement dans l'EN/C. Pour cela, nous présentons dans un premier temps les déficits socioéconomiques de la région, et dans un second moment, les conditions favorables à la mise en œuvre de l'Internet au service du développement dans ce contexte.

### **2.1. EN/C : le développement s'impose net**

Avec une population estimée à 3.480.414 en 2010, l'EN représente la deuxième région la plus peuplée du Cameroun (MINEPAT<sup>3</sup>/INS, 2010). Mais malgré son poids démographique (17,9%) relativement important dans ce contexte, cette région est celle qui connaît le taux de pauvreté le plus élevé. Le MINEPAT et le PNUD estimaient ce taux à 64,9% en 2010. Ces institutions relèvent également qu'entre 2001 et 2010, la proportion de la population de l'EN vivant en dessous du seuil de pauvreté a augmenté de près de 10 points, alors que dans la même période, l'on a enregistré une baisse de 0,3% au plan national. Toujours durant la même période, le nombre d'actifs vivant dans cette condition précaire s'est aussi

<sup>3</sup>Ministère de l'Emploi, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

accru, allant de 53,6% à 67%. En examinant l'indice d'écart à la pauvreté, c'est-à-dire la « profondeur de la pauvreté, qui rend compte de la distance moyenne qui sépare les pauvres du seuil de pauvreté », le MINEPAT et le PNUD ont remarqué qu'en moins de dix ans (2001-2010), ce taux est passé de 18,8% à 24,6% dans ce contexte. Ainsi présentée, cette situation apparaît interpellatrice notamment au regard de la dynamique dans laquelle le pays s'est engagé à être émergent à l'horizon 2035. Elle l'est aussi au regard de la multiplicité des organismes et projets de développement qui y œuvrent. L'on peut citer notamment le PARFAR<sup>4</sup>, le PREPAFEN<sup>5</sup>, le PNDP<sup>6</sup>, le PACDDU<sup>7</sup>, le PADDC<sup>8</sup>, le PADDL<sup>9</sup>, le SAILD<sup>10</sup>, le CARE<sup>11</sup>, le PAJER-U<sup>12</sup>, le PIFMAS<sup>13</sup>, le PIASSI<sup>14</sup>, le FASSI<sup>15</sup>, etc. L'on constate donc qu'en dépit des efforts consentis par le gouvernement et les partenaires au développement pour améliorer le bien-être des populations de l'EN, le phénomène de pauvreté s'y accentue et risque de s'enraciner davantage dans ses ménages (MINEPAT/PNUD, 2010; MINEPAT/INS, 2010). Cela pose alors comme urgent de trouver de nouvelles dynamiques et perspectives permettant de renforcer et optimiser les actions et projets existants. Dans cette optique, le Net-développement paraît intéressant et innovant.

Au niveau de l'emploi, l'EN est certes l'une des trois régions (avec le Centre et le Littoral) qui ont le plus créé d'entreprises en 2010 au Cameroun. L'INS (2011a) estime d'ailleurs que sa capacité en la matière a progressé de 44,4% de 2009 à 2010. Mais ce taux de création d'entreprise est bien loin derrière celui que représente Douala (65%) ou Yaoundé (30%). Le taux d'activité, c'est-à-dire le rapport entre la population occupée et celle en âge de travailler y est aussi peu favorable. L'INS (2011a) l'estime en effet à 59,7%, ce qui est bas par rapport à la moyenne nationale (69%). Et en comparaison avec celles des neuf autres régions du pays, les populations de l'EN sont celles qui ont le moins suivi une formation professionnelle en 2010 (4,9%). Par contre, à Yaoundé et à Douala respectivement, elles sont 47,2% et 47,8% à avoir achevé un apprentissage pour exercer un emploi (ibid.). Or, la capacité d'une région à renouveler son tissu économique et à faire vivre les initiatives de ses concitoyens est un facteur essentiel du développement (Moatty, Perraud et Pouquet, 2000 : 5).

Outre ce point, le taux de sous-emploi est aussi très élevé dans la région de l'EN. Le MINEPAT et le PNUD (2010) l'estiment à 83,9%. Au plan national en revanche, cette situation se traduit chez 69% de la population. Cet environnement apparaît alors peu productif en termes de contribution des citoyens au développement, même si le taux de chômage est lui jugé à 1,1% (INS, 2011b). D'ailleurs, les activités économiques (agriculture, élevage, pêche et artisanat) qui permettent de le rendre ainsi bas, ont connu une baisse de production de 11% en 2011 par rapport à 2010 (ibid.). Avec les dernières inondations et la désertification, il est aussi possible que cette situation se dégrade davantage, ce qui ne ferait qu'accroître la proportion des familles qui souffrent de la faim et de la sous-alimentation. Cela pourrait également accentuer le déficit du système sanitaire dont la couverture est d'ailleurs très faible (ibid.). L'exode rural pourrait aussi être amplifié, alors que l'EN est avec l'Adamaoua et le Nord-Ouest, l'une des trois régions qui représentent les proportions les plus élevées de migrants (plus de 60%) dans la population active occupée (ibid.). Ce phénomène pourrait enfin rendre plus difficile l'accès à l'eau potable, à l'énergie électrique et à l'habitat décent. Or, moins de 34% de la population régionale ont accès à l'eau potable, et moins de 15% d'entre elle ont accès à l'électricité. De même, l'indice du confort de ménage ou de l'habitat y est très peu significatif (15,6%).

En ce qui regarde l'éducation scolaire, l'on peut également dresser un tableau peu satisfaisant, même si dans ce domaine, de réelles avancées peuvent être soulignées. L'on peut ainsi remarquer un élargissement évident de la carte scolaire de la région du fait de la création de nouveaux établissements primaires et secondaires. L'on peut également constater dans les écoles la constante augmentation du nombre d'enseignants formés. Dans cette liste, on peut aussi faire figurer la progression des taux de scolarisation et d'alphabétisation. Les indicateurs qui traduisent cette progression sont cependant nettement bas par rapport à ce qui est observable dans d'autres régions ou même au plan national. L'EN enregistre ainsi le taux d'alphabétisation le plus bas du Cameroun. Si ce taux est de 26,1% en 2011, pour l'ensemble du pays en revanche, il est de 71,2% (INS, 2011b). Dans ce contexte où les femmes sont marginalisées tant au plan politique, économique, socioculturel qu'éducatif, la scolarisation des filles reste encore très faible (MINEPAT/PNUD, 2010). Selon les enquêtes de l'INS (2011b), cette région enregistre également le plus faible taux de fréquentation scolaire. Celui-ci est estimé à 48,3% pendant que celui qui compte pour le contexte global est de 80,9%. Les tendances similaires s'observent aussi au niveau de l'examen des autres indicateurs de l'éducation scolaire. Le taux net de scolarisation au primaire et au secondaire est ainsi respectivement de 59,1% et de 20,7%. Au niveau national par contre, il est de 78,8% et de 49,3%. En dépit donc de la gratuité de l'enseignement fondamental en vigueur depuis 2001 et de la création de nombreux établissements et autres facilités scolaires, l'accès à l'école reste encore une des difficultés majeures pour les jeunes de l'EN/C

<sup>4</sup> Programme d'Amélioration du Revenu Familial Rural

<sup>5</sup> Projet de Réduction de la Pauvreté et Action en faveur des Femmes dans la province de l'Extrême-Nord

<sup>6</sup> Programme National de Développement Participatif

<sup>7</sup> Programme d'Appui aux capacités Décentralisées de Développement Urbain

<sup>8</sup> Programme d'Aide au Développement des Communes

<sup>9</sup> Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local

<sup>10</sup> Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement

<sup>11</sup> Cooperative For Assistance and Relief Everywhere

<sup>12</sup> Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine

<sup>13</sup> Projet d'Insertion Socioéconomique des Jeunes par la Création des Micro-entreprises de Fabrication du Matériel Sportif

<sup>14</sup> Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel

<sup>15</sup> Fond d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel

(ibid.). Or, selon le MINEPAT et l'INS (2010), les jeunes de 0 à 30 ans représentent plus de 67% de la population régionale. Il est aussi difficile pour 10,1% d'entre eux d'achever le cycle primaire. C'est également chez eux que l'on observe le taux d'abandon scolaire le plus important du pays : 5,4%. Les raisons avancées sont notamment le manque des moyens financiers, l'éloignement des écoles des domiciles, les échecs à répétition, les mariages forcés et/ou précoces et la survenue d'une grossesse.

Ainsi qu'on le voit, l'écart entre les tendances régionales et nationales en ce qui concerne l'éducation, la santé, l'emploi, l'économie, l'environnement, etc. est si important qu'il traduit de profonds déficits en termes de développement. Dans un contexte où le pays s'intègre dans la société de l'information et est engagé à être émergent d'ici vingt-trois ans, cet environnement invite les populations de l'EN/C à explorer de nouvelles opportunités de développement. Il invite aussi à tirer profit des potentialités du Net et des atouts que cette région a en matière de développement communautaire, ce qui permettra de renforcer l'existant.

## **2.2. Des atouts de Net-développement communautaire**

Pour mieux cerner les atouts que recèle l'EN/C pour la mise en œuvre de l'Internet au service du développement, nous présentons ce que nous entendons par Net-développement communautaire. Nous définissons tout d'abord le développement comme « toutes formes d'expansions économiques, politiques et culturelles, dans leurs dimensions et conséquences sociales » (Mercier, Bourque et St-Germain, 2009 : 19). Nous l'envisageons aussi dans une perspective de lutte contre les inégalités et exclusions dont peut faire l'objet une population donnée. Rapporté à la notion de communauté qui désigne un regroupement d'individus appartenant à un même territoire auquel ils s'identifient, il sous-entend l'idée de contribution partenariale à la recherche d'une solution collective pour satisfaire un besoin jugé aussi collectif.

Le développement communautaire peut alors être entendu comme un processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction des liens sociaux entre les individus d'une même collectivité. Son but est l'amélioration des conditions de vie économiques, culturelles, sociales et environnementales des membres de cette collectivité (Mihaud, 1962; Quirino-Lanhounmey, 1964). Favreau et Fréchette (2002 : 31) le définissent comme la mobilisation intellectuelle, culturelle, sociale, économique et politique des potentialités et ressources d'un groupe social par les membres de ce groupe autour d'un objectif de promotion du bien-être collectif. Cette dimension « mobilisation de la communauté au service de la communauté » est aussi soulignée par Mihaud (1962), Quirino-Lanhounmey (1964), Bourque (2008). Bourquet (2008 : 56) conçoit d'ailleurs le développement communautaire comme « une forme d'action collective structurée sur un territoire donné qui, par la participation dé-

mocratique des citoyens et des acteurs sociaux, cible des enjeux collectifs reliés aux conditions et à la qualité de vie. Le sens de ce développement provient des communautés et des acteurs qui les composent ». Même lorsqu'on y intègre les nouvelles technologies comme l'Internet, le but recherché reste le même, à savoir l'épanouissement des membres de la collectivité sur tous les plans. La participation reste aussi collective, qu'elle soit synchrone ou asynchrone. Elle se veut également structurée grâce aux potentialités techniques du web et aux statuts essentiellement contributeurs des internautes.

L'organisation de la participation des citoyens dans le cadre de Net-développement communautaire ne tient donc plus à l'existence d'un bureau ou d'une organisation qui dirige la communauté. La forme de la contribution change aussi, ce qui veut dire qu'elle n'est plus nécessairement physique, mais davantage virtuelle, numérique et informationnelle. Bien que se rapportant à une communauté vivant sur un territoire donné, il n'est pas aussi totalement lié à l'espace et au temps : il est a-territorialisé et atemporel. La contribution des membres de la communauté est nomade, ce qui veut dire qu'elle peut se faire n'importe où et quand. Dans cette nouvelle dynamique de développement communautaire, l'Internet est à la fois l'outil, le moyen, les ressources, la méthode et le lieu ou l'espace de la participation ou de la contribution citoyenne. À partir de là, nous définissons le Net-développement communautaire comme une mobilisation nomade des membres (internautes) d'un groupe social donné qui, conscients des enjeux de l'Internet, de la société de l'information et de leur rôle dans le groupe, s'approprient l'Internet et en exploitent les potentialités et vertus, pour apporter numériquement ou virtuellement leurs contributions intellectuelles, sociales, culturelles, économiques, technologiques et symboliques au bien-être communautaire. C'est en quelque sorte un type de développement médiatisé et supporté par l'informatique. Sur cette base, nous pouvons donc mieux esquisser les atouts qu'a l'EN/C pour l'usage de l'Internet au service du développement.

Le premier atout que nous avons identifié est ce qui fonde même l'idée de communauté, c'est-à-dire la solidarité, la cohésion sociale et le partage d'un système de valeurs communes : langue, culture, territoire, histoire, religion, tradition, etc. De par sa définition, le Net-développement communautaire s'effectue par et entre des personnes interconnectées qui forment une « communauté virtuelle » ou une « communauté de pratique » (Wenger, 1998; Proulx, 2004; 2006; 2008). Proulx (2008 : 400) définit cette communauté comme un collectif électronique d'utilisateurs connectés. « Ces participants partagent des goûts, des valeurs, des intérêts ou des projets communs, voire dans le meilleur des cas, un authentique projet collectif » (ibid.). Pour qu'un groupe d'utilisateurs puissent donc être identifié comme une communauté de pratique, il faut qu'il y ait une force et un lien entre ses membres. Or, dans les sociétés de l'EN/C comme dans toutes les traditions africaines de manière générale, l'esprit com-

munautaire existe, la cohésion sociale est partagée (Mihaud, 1962; Quirino-Lanhounmey, 1964). Ce qui fait donc lien dans une communauté virtuelle dans ce contexte, existe non pas seulement dans une forme construite, mais aussi structurelle voire culturelle. C'est le lien de sang qui précédant l'Internet, l'utilise pour revêtir une autre forme sociale, celle médiatisée par la technologie. Voilà pourquoi les noms des groupes facebook, sites web et blogs sur lesquels les jeunes de l'EN communiquent en ligne autour d'intérêts communs, sont culturellement identitaires et sont le plus souvent les noms de leur ethnie ou de leur localité. Les noms des groupes facebook ci-dessus sont illustratifs à ce sujet : ACGUI<sup>16</sup> guiziga, ADEMAT<sup>17</sup>-Mokolo, AEEMAT<sup>18</sup> Mayo-Tsanaga, Mayo-Tsanaga, Djaoulerou, Jeunes solidaires de Maroua, Maroua facebook group, Le Toupouri club, Toupouri connection, Toupouri people connection, Les ressortissants de Mayo-Kani, Les ressortissants de Yagoua sur facebook, Yagoua family, Yagoua Mayo-Danay, Tokna Massana, Massana, Podoko, Originaires du Mayo-Sava sur facebook (OMSF), Logone et Chari. Il en est de même pour ce qui regarde les noms des blogs et sites web : [taikara-tupuri.org](http://taikara-tupuri.org), [podoko.afrikblog.com](http://podoko.afrikblog.com), [guiziga.pro.lu](http://guiziga.pro.lu), [mayo-kani.net](http://mayo-kani.net), [leseptentrion.net](http://leseptentrion.net), [cnjcdiamare.blogspot.com](http://cnjcdiamare.blogspot.com), [effsmaroua.blogspot.com](http://effsmaroua.blogspot.com), etc. Comme on le constate, ces collectifs électroniques qui se constituent dans le cadre de Net-développement communautaire partagent un lien qui va au-delà de la technologie en tant que réseau. C'est un lien qui existe déjà dans la culture et l'imaginaire social des membres. C'est d'ailleurs pour cette raison que les groupes sont facilement constituables mais durables. Cette solidarité sociale qui définit les sociétés de l'EN/C, est donc un atout majeur pour la mise en œuvre d'un Net-développement communautaire.

Le second atout sur lequel la région de l'EN peut s'appuyer dans le cadre du développement par l'Internet, est sa jeunesse. Dans ce contexte, les jeunes âgés de 0 à 30 ans représentent plus de 67% de la population totale (MINEPAT/INS, 2010). Plusieurs d'entre eux sont regroupés dans des associations. À l'heure actuelle, l'on dénombre près de quarante associations légalisées des jeunes dans cette région. C'est donc une jeunesse organisée et structurée, bien que faiblement alphabétisés et scolarisés. Mais l'augmentation de l'offre publique et privée de l'éducation et l'évolution des indices de développement scolaire permettent néanmoins d'envisager une certaine amélioration (MINEPAT/PNUD, 2010). Or, une jeunesse scolarisée est non seulement une force du développement d'une région mais aussi un facteur d'appropriation des technologies. Dans ce contexte, on estime d'ailleurs que les nouvelles technologies sont davantage utilisées par les jeunes que par les adultes. Même si le taux de pénétration de l'Internet y est très bas (environ 4%), la dynamique avec laquelle cette technologie est

appropriée est significative. L'usage des courriels, du facebook et les recherches en ligne se développent ainsi de plus en plus, ce qui constitue un facteur de mise en œuvre du Net-développement communautaire.

Cette jeunesse est non seulement inscrite dans une dynamique croissante de scolarisation et d'alphabétisation numérique, mais elle possède et partage aussi une représentation plus ou moins favorable sur leur participation au développement. L'une des questions que nous avons posées à nos informateurs dans ce sens est celle-ci : « Si on vous demande de participer au développement de votre région, le ferez-vous? ». À celle-ci, tous les 90 jeunes interrogés ont affirmé avoir la volonté d'être au service de leur localité. Leurs opinions laissent apparaître l'idée d'engagement, de don et de contribution à l'amélioration du bien-être collectif. Mais elles révèlent aussi une certaine « impuissance » au regard des enjeux du développement et des possibilités d'action que la plupart d'entre eux jugent insuffisantes. Leurs réponses sont de type : « Je veux si je peux ». Les déclarations suivantes que nous avons enregistrées permettent de mieux étayer ce point de vue. « Pourquoi je ne dois pas servir ma région! Si on me donne les moyens, je peux apporter le peu que je sais faire » (Mahama, Mayo-Sava, 27 ans, masc., technicien); « Oui, bien sûr! Je veux participer au développement de ma région. Qui ne veut pas que sa région soit développée. Le problème, c'est qu'on ne sait pas par où commencer! » (Amina, Diamaré, 17ans, fém., élève); « Le développement, c'est l'affaire de tous. La région, c'est pour nous tous. Donc, si on est développé, c'est tout le monde qui est heureux » (Woulita, Mayo-Danay, 26 ans, fém., étudiante); « Moi je souhaite personnellement apporter ma contribution au développement de ma région. Maintenant, il faut les moyens! On n'a pas les moyens pour ça! Mais si on nous donne les moyens nécessaires, on est engagé pour ça » (Bragui, Mayo-Danay, 32 ans, masc., stagiaire); « Si on nous donne les moyens, on est là pour le développement. Tout le problème, c'est qu'on n'a pas les moyens. Sinon, on a la volonté. On est même engagé pour ça » (Babari, Mayo-Tsanaga, 30 ans, masc., étudiant). Ces opinions et représentations apparaissent donc plutôt favorables à la participation des jeunes au développement régional. Ce dernier y est d'ailleurs décrit comme un bien commun et collectif. Or comme le montrent Martin et Royer-Rastoll (1990), Abric (1994), Millerand, Giroux, Proulx (2001), Proulx (2002a), les représentations d'un objet induisent des pratiques correspondantes autour de cet objet. De façon concrète, ce modèle socio-mental positif que ces jeunes se font du développement est investi des possibilités qu'ils y attribuent, ce qui va influencer favorablement leurs investissements et leurs participations dans le cadre de ce développement.

Au sujet de l'usage de l'Internet au service du développement, les opinions et représentations des 90 répondants sont aussi plus ou moins positives, ce qui est socio-technologiquement avantageux. Comme l'écrit Proulx (2001 : 143) en effet, « dans l'imaginaire mental des usa-

<sup>16</sup> Association Culturelle Guiziga

<sup>17</sup> Association pour le Développement du Mayo-Tsanaga

<sup>18</sup> Association des Élèves et Étudiants du Mayo-Tsanaga

gers, des représentations sociales positives favorisent l'appropriation technologique; à l'opposé, des représentations sociales négatives ». Pour en rendre compte, nous avons posé aux enquêtés cette question : « Selon vous, l'Internet peut-il être un outil au service du développement? » L'examen des réponses recueillies montre que la façon dont ils investissent symboliquement l'objet technologique, révèle à la fois engagement et attentes. Cela se lit d'ailleurs à travers les propos ci-après répertoriés. « Oui, l'Internet peut être un outil au service du développement; mais ça dépend de plusieurs facteurs. Parce que l'Internet ne peut pas se lever comme ça et commencer à développer votre région. Il faut des gens pour l'utiliser » (Patoucki, Mayo-Kani, 34 ans; masc., maître); « Selon moi, l'Internet peut être utile pour le développement. On a déjà suivi ce qu'il a fait en Tunisie, en Égypte, et un peu partout, donc, c'est possible » (Kodji, Mayo-Tsanaga, 25 ans, moniteur de cybercafé); « L'Internet peut servir au développement à condition que ce soit utilisé efficacement. Sur Internet, on peut tout trouver; donc je peux dire que c'est possible, mais on doit faire attention » (Eboo, Diamaré, 19 ans, fém., étudiante); « Oui, je suis même de ceux qui pensent qu'avec Internet on peut faire mieux. Mais, il nous faut des ordinateurs, une très bonne connexion, pas comme ce qu'on voit là » (Zra, Mayo-Sava, 24 ans, masc., moniteur de cybercafé); « L'Internet peut être un outil au service de développement, mais pas avec la connexion que nous avons là. Il faut un accès à l'ordinateur et à l'Internet » (Achi, Mayo-Sava, 26 ans, fém., étudiante); « Selon moi, oui, l'Internet est utile. Tous les pays développés ont de bonnes connexions Internet. On peut aussi dire que cela peut nous aider » (Djami, Diamaré, 21 ans, fém., secrétaire). En posant la même question à 13 des 26 groupes facebook que nous avons étudiés, nous avons eu des réponses similaires. Suivant ces déclarations, l'usage de l'Internet permet de résoudre les problèmes d'organisation, de communication et d'éloignement, qui limitent la contribution classique des individus au développement de leur communauté. L'idée générale qui s'y dégage est qu'en tant qu'un excellent moyen de communication, l'Internet constitue un puissant outil au service du développement.

La lecture de ces opinions permet donc de se rendre compte que chez les jeunes de l'EN/C, existe une réelle volonté d'appropriation de l'Internet au service du développement. Même si elles invitent à plus d'investissements dans l'accès aux TIC, nous considérons ce facteur comme un atout important pour la mise en œuvre du Net-développement communautaire. Ainsi que le montre Proulx (2001 : 143), le développement des savoirs et savoir-faire relatifs à une technique est toujours associé à des représentations individuelles et collectives construites et partagées autour de cette technique.

Le dernier atout pour un Net-développement communautaire que nous voulons souligner dans ce travail, a trait au contexte sociotechnique. Bien qu'il soit actuellement

déficitaire, l'environnement technologique de l'EN/C ne cesse de se développer. Avec la création de l'université de Maroua en 2008, le nombre de cybercafés dans cette ville notamment est passé de 4 à 28. Le parc informatique s'est ainsi relativement développé et compte environ 350 ordinateurs (desktops) connectés à l'Internet. Le phénomène de clés Internet contribue aussi à informatiser progressivement la société régionale. En plus de cet élément, nous pouvons également faire mention de la création de l'Université francophone de développement international, de l'existence de l'Université de Maroua et du centre des technologies appropriées comme des facteurs qui accroîtront davantage les possibilités d'appropriation des TIC au service du développement dans cette région.

Au total, nous avons relevé trois formes d'avantages que recèle l'EN/C pour un développement médiatisé par l'informatique. Ce sont les facteurs culturels, humains et sociotechniques. Bien qu'ils méritent d'être davantage renforcés, ces facteurs donnent néanmoins la possibilité à des jeunes de se mettre au Net-développement.

### **3. Quand les jeunes de l'EN/C se mettent au Net-développement...**

Dans ce contexte, le Net-développement communautaire s'effectue notamment au moyen de deux services Internet : sites web et facebook.

#### **3.1. L'usage des sites web et blogs au service du développement : informer et mobiliser**

En cherchant manuellement sur Internet les sites web et blogs qui traitent des questions de développement de l'EN/C, nous en avons répertorié douze. Dans cette opération, nous n'avons pas considéré les blogs à caractère politique, religieux ou qui appartiennent à des groupes médiatiques. Nous n'avons tenu compte que de ceux dont l'objectif affiché est de contribuer au bien-être socioéconomique, culturel ou environnemental de la région ou d'une de ses localités.

Parmi les sites web et blogs que nous avons retenus, figurent ceux qui possèdent une portée ou une vocation régionale (<http://global-abc.org>, <http://nordcameroun.canalblog.com>, <http://adcsgermany.org>, <http://contributionsafricaines.com>), départementale (<http://camerounmaroua.afrikblog.com>, <http://cnjcdiamare.blogspot.be>, <http://cfsmaroua.blogspot.be>, <http://www.ademat.org>, <http://www.mayokani.net>), ou ethnique (<http://taikara-tupuri.org>, <http://podoko.afrikblog.com>, <http://www.yagoa.fr/djafmassana/1>). De manière générale, les objectifs qui y sont affichés sont orientés vers la promotion de la région, de son histoire, de ses cultures, etc. Ils ont également trait à son développement sous plusieurs volets (social, culturel, économique, environnemental, technologique, etc.). Ils encouragent aussi les populations de la région à prendre en main leur destin. Le tableau 1 ci-dessous permet d'ailleurs de mieux les présenter et décrire.

Adresses et noms des sites web	Objectifs	Slogans/philosophies
<a href="http://cnjcdiamare.blogspot.be">http://cnjcdiamare.blogspot.be</a> Conseil National de la Jeunesse du Cameroun, section du Diamaré	S'associer pour mieux agir; échanger pour mieux se connaître; informer pour mieux comprendre.	"Un monde nouveau s'ouvre à nous, soyons parmi les meilleurs". "Ensemble pour un développement durable".
<a href="http://www.ademat.org">http://www.ademat.org</a> ADEMAT Mayo-Tsanaga (Cameroun)	Contribuer au développement du Mayo-Tsanaga à travers la solidarité.	Développement humain durable, solidarité, et promotion des échanges.
<a href="http://taikara-tupuri.org">http://taikara-tupuri.org</a> Réseau social du peuple Tupuri	Promouvoir le peuple et la culture Toupouri. Échanger autour des thèmes d'intérêt commun.	« Taikara », se mettre ensemble.
<a href="http://adcsgermany.org">http://adcsgermany.org</a> Web site of ADSC Germany e. v.	Mobiliser des énergies pour assurer un développement sanitaire, rationnel, social, culturel et économique des populations du Nord-Cameroun	Le développement de notre région est important pour nous. Nous nous identifions au Cameroun et croyons que le développement du Nord doit se faire dans le contexte global du Cameroun
<a href="http://global-abc.org">http://global-abc.org</a> Global ABC	Contribuer au développement socioéconomique, éducatif, environnemental et sanitaire des zones rurales de l'Extrême-Nord/Cameroun	
<a href="http://cffsmaroua.blogspot.be">http://cffsmaroua.blogspot.be</a> Centre de formation des footballeurs du Sahel	Développer le football dans le Saleh. Exporter le talent régional et se faire connaître sur l'échiquier international	
<a href="http://podoko.afrikblog.com">http://podoko.afrikblog.com</a> Podoko en ligne	Encourager la jeunesse Podoko à prendre son histoire en main et l'orienter vers de nouveaux défis.	
<a href="http://www.mayokani.net">http://www.mayokani.net</a> Site Internet du Mayo-Kani	Blog en construction	
<a href="http://camerounmaroua.afrikblog.com">http://camerounmaroua.afrikblog.com</a> Maroua, capitale du tourisme du Cameroun	Promouvoir le tourisme dans l'Extrême-Nord du Cameroun	
<a href="http://nordcameroun.canalblog.com">http://nordcameroun.canalblog.com</a> Grand-Nord Cameroun	Contribuer au développement du Nord-Cameroun	
<a href="http://www.yagoa.fr/djafmassana/1">www.yagoa.fr/djafmassana/1</a> Site djafmassana	Informer, sensibiliser et faire des recherches sur la culture et la tradition Massa.	
<a href="http://contributionsafricaines.com">http://contributionsafricaines.com</a> Contributions africaines	Promouvoir le développement de l'Afrique par l'Afrique, en valorisant ses proverbes et ses cultures, dans une perspective holistique	

**Tableau n°1** : Quelques sites web et blogs sur le développement de l'EN/C

En considérant les noms, objectifs et slogans des cyberpages contenus dans le tableau ci-dessus, nous remarquons qu'il y a chez leurs promoteurs une réelle envie de voir leurs localités émerger et se développer. Ils sont en effet centrés sur la présentation et la promotion des intérêts communautaires : histoire, culture et tradition, économie, sport, éducation, santé, environnement, tourisme, avenir, etc. Ces sites web et blog traduisent ainsi en quelque sorte une certaine volonté de contribuer et de participer à l'expansion et à la visibilité des régions pour lesquelles ils sont édités. La plupart d'entre eux sont d'ailleurs le relais des associations et projets de développement déjà mis en place. Dans ce cas, leur rôle majeur est d'appuyer et renforcer l'existant. Ils se présentent alors comme une stratégie de multiplier les actions et interventions en matière de développement. Il s'agit aussi d'investir les espaces ouverts de luttes sociales, en assurant une certaine e-réputation et cyberprésence communautaires.

En réexaminant les objectifs des sites web et blogs ci-dessus, environ huit axes d'intervention sont mis en évidence : développement social et économique, développement sanitaire et environnemental, valorisation des capacités, promotion des cultures et traditions, tourisme, solidarité et rassemblement, conscientisation, et ouverture au monde. Ces axes d'intervention peuvent être résumés en trois préoccupations majeures : publicité, développement et ouverture à l'extérieur. La première sert à sortir la région ou une localité donnée de l'isolement médiatique, ce qui paraît évident dans un contexte de société de

l'information. Dans ce sens, les sites <http://www.yagoa.fr/djafmassana/1> et <http://taikara-tupuri.org> par exemple visent respectivement à « informer, sensibiliser et faire des recherches sur la culture et la tradition Massa » et à « faire la promotion du peuple et de la culture Toupouri ». Quant à la seconde préoccupation, il s'agit de contribuer à l'expansion socioéconomique de l'EN et/ou de ses localités. Pour les sites : <http://global-abc.org>, <http://www.ademat.org>, <http://podoko.afrikblog.com>, <http://adcsgermany.org> notamment, l'objectif consiste respectivement à « contribuer au développement socioéconomique, éducatif, environnemental et sanitaire des zones rurales de l'EN/C », à « contribuer au développement du Mayo-Tsanaga à travers la solidarité et les échanges », à « encourager la jeunesse Podoko à prendre son histoire en main et l'orienter vers de nouveaux défis » et à « mobiliser des énergies pour assurer un développement sanitaire, rationnel, social, culturel et économique des populations du Nord-Cameroun ». Enfin, selon la troisième préoccupation, il est question de s'intégrer dans la société globale en exportant le talent régional ou en se faisant connaître sur l'échiquier international. C'est le cas du site <http://cffsmaroua.blogspot.be>.

De manière générale, deux rôles principaux sont joués par les sites web et blogs dans ce contexte : information et mobilisation. Le volet information permet de faire la publicité de la localité cible du site web et du groupe promoteur du site en question. Il permet aussi de communiquer sur les activités de développement pour lesquelles le site est mis en œuvre. Quant au vo-

let mobilisation, il donne la possibilité aux internautes de s'engager en faveur du développement de la région ou de la localité dont le site web fait la promotion. Pour rendre compte de l'importance de chaque activité ou dimension sur un site web donné, nous avons relevé les catégories y

relatives. Après avoir décrit ces catégories, nous avons ensuite rapporté leur nombre à l'effectif total des rubriques développées sur le site en question. C'est l'opération que nous avons effectuée dans le tableau 2 ci-dessous.

Sites web et blogs	Nombre de rubriques sur le site	Catégories axées sur le volet information		Catégories axées sur le volet mobilisation
		Informations sur le groupe promoteur et la localité cible du site web	Information sur les activités du développement	
http://cnjcdiamare.blogspot.be	6	Découverte du CNJC; galerie photos; missions du CNJC; infos jeunes <b>4 (66,67%)</b>	CNJC en action <b>1 (16,67%)</b>	S'inscrire à ce site <b>1 (16,67%)</b>
http://global-abc.org	7	About us; photos <b>2 (28,57%)</b>	Éducation; développement; environnement; santé; projets <b>5 (71,43%)</b>	<b>0 (0,0%)</b>
http://cffsmaroua.blogspot.be	6	Maroua; galerie photos; présentation du CFFS; talents CFFS <b>4 (66,67%)</b>	Formation; partenaires <b>2 (33,33%)</b>	<b>0 (0,0%)</b>
http://www.ademat.org	11	Accueil; historique; actualités; découvrir le Mayo-Tsanaga; galerie photos et archives <b>4 (36,36%)</b>	Réalisations; actualités; projets <b>3 (27,27%)</b>	Vos idées; contact; livre d'or, témoignages <b>4 (36,36%)</b>
http://taikara-tupuri.org	10	Accueil; à propos de Taikara; nguel taigue ti; albums; annuaire; radio <b>6 (60%)</b>	Actualités; groupes thématiques <b>2 (20%)</b>	Contributions au développement; créer un compte <b>2 (20%)</b>
http://podoko.afrikblog.com	8	Accueil; photos; nouvelles/labara; association culturelle podoko; portrait; historique <b>6 (75%)</b>	Académie podoko; projets de développement <b>2 (25%)</b>	<b>0 (0,0%)</b>
http://www.mayokani.net	9	Accueil; département; mairie; cantons; la Une (news); photos <b>6 (66,67%)</b>	Comités de développement; projets; hommes et femmes <b>3 (33,33%)</b>	<b>0 (0,0%)</b>
http://camerounmaroua.afrikblog.com	3	Albums photos; nouvelles <b>2 (66,67%)</b>	Sites touristiques <b>1 (33,33%)</b>	<b>0 (0,0%)</b>
http://nordcameroun.canalblog.com	9	Dernières nouvelles; culture; articles de presse; albums photos <b>4 (44,44%)</b>	Sport; nos problèmes; les choses bougent <b>3 (23,07%)</b>	Débats; commentaire <b>2 (30,77%)</b>
www.yagoa.fr/djafmassana/1	13	Accueil; actualités; photos; histoire ancienne; festival tokna; archives <b>6 (46,15%)</b>	Arts et cultures; éducation et environnement; créations artistiques <b>3 (23,07%)</b>	Concours; faire un don; courrier; ajouter un commentaire <b>4 (30,77%)</b>
http://adcsgermany.org	21	About us; galery; executive bureau; Northern Cameroon; social presentation; <b>4 (19,04%)</b>	Our project; our goal; our philosophy; event calendar; news and events; photo of projects; achievements <b>8 (38,09%)</b>	Useful links, polls, create an account, contact us, search, facebook, twitter, address, forum <b>9 (12,86%)</b>
http://contributionsafricaines.com	6	Accueil; about <b>2 (33,33%)</b>	FUID; études interculturelles; proverbes africaines; holistic mission <b>3 (50%)</b>	Laisser un commentaire <b>1 (16,67%)</b>
Total des catégories	<b>109</b>	<b>50 (45,87%)</b>	<b>36 (33,02%)</b>	<b>23 (21,11%)</b>

**Tableau n°2 :** Les activités des sites web et blogs en faveur du développement

Ce tableau montre globalement que le contenu des sites web et blogs retenus dans ce contexte est davantage marqué par la diffusion des informations. Environ 78,89% des billets qui y sont publiés sont axés sur ce type d'activités. Pour les groupes promoteurs de ces pages web, il s'agit d'abord de « se vendre » et faire sa propre publicité de façon à développer une certaine cyberprésence. Voilà pourquoi près de la moitié (45,87%) des catégories constitutives des sites web et blogs consistent à informer sur l'association à l'initiative de ces sites. Ces catégories sont notamment celles-ci : « à propos », « about us », « découvrir », etc. La diffusion d'informations porte aussi sur la région ou la localité qui fait objet de ces sites web et blogs. On a ainsi des catégories comme : « photos », « historique », « actualités », « découvrir », « nouvelles », etc. Il est

également question pour ces acteurs de rendre présentes les activités engagées en faveur du développement des régions cibles. Un peu plus de 33% de contenu des sites web et blog vont dans ce sens. Ils fournissent des informations sur les acteurs du développement (« comités », « hommes et femmes »), les types d'activités (« idées », « projets », « réalisations »), les problèmes à résoudre, les axes du développement (« éducation », « santé », « environnement », etc.) et le calendrier des activités. Dans cet examen global des sites web et blogs sur le développement dans l'EN/C, c'est la dimension mobilisation qui semble moins importante. Seulement 21,11% de leur contenu touchent à cet aspect. L'objectif est néanmoins d'inciter les internautes à poser des actions en ligne ou hors ligne en faveur du développement. Ces actions vont de l'inscription sur le

site à « faire un don », en passant par les propositions d'idées ou de projets, les témoignages, les correspondances, les commentaires, les débats et l'exploitation des liens proposés. Dans l'ensemble, le rôle de ces sites web et blogs se rapproche de celui joué par les médias classiques (radio, télévision, presse écrite) ou de celui incarné par les organismes de développement.

Au-delà de cette vision générale des sites web et blogs engagés dans le développement de la région de l'EN/C et de ses localités, on peut dégager quelques spécificités. Des douze sites examinés, seuls trois s'intéressent davantage à communiquer sur les aspects du développement. Ce sont ceux de l'ADCS-Germany (38,09%), contributions africaines (50%) et Global ABC (71,43%). Ils incitent aussi les internautes à s'engager dans des activités en ligne ou hors ligne de développement, tout en faisant leur propre publicité. Les sites : <http://www.ademat.org>, <http://taikara-tupuri.org> et [www.yagoa.fr/djafmassana/1](http://www.yagoa.fr/djafmassana/1) développent également des contenus qui vont dans la même logique, mais ils insistent plus sur la présentation de l'association et de leur groupe social. Outre ces six sites qui semblent les plus développés, d'autres s'intéressent peu ou pas du tout au volet « mobilisation » des internautes pour le développement, ce qui limite la portée du contenu développé. Le développement et l'importance du contenu de ces cyberpages dépend en effet de quatre principaux facteurs : la taille de l'association ou du groupe qui

édite le site web, les moyens et ressources dont il dispose, le professionnalisme et la technicité dont il fait preuve et la portée des objectifs poursuivis.

Au total, les sites web et blogs mis en œuvre dans le cadre du développement dans ce contexte jouent deux grands rôles : information et mobilisation. Quant à la dimension interactive, elle se trouve plus exprimée sur facebook.

### 3.2. Facebook et participation au développement : « asseyons-nous et discutons »

Pour cerner comment les jeunes de l'EN/C utilisent facebook au service du développement, nous nous sommes basé sur leurs groupes facebook. C'est en effet un des services facebook qui permet aux usagers de créer une communauté autour d'un intérêt commun et de se sentir appartenir à cette valeur. Dans ce contexte, nous en avons répertorié et retenu vingt-six et qui n'ont pas une visée religieuse ou politique. Pour accéder à leur contenu, le caractère ouvert de certains a été une facilité. En revanche pour les groupes facebook fermés, nous leur avons envoyé des invitations. Seuls deux ne nous ont pas accepté comme un des leur. Au total donc, nous avons exploré et analysé le contenu de 24 groupes facebook, ce qui nous a permis d'identifier les sujets abordés et discutés. Le tableau 3 ci-dessous les présente d'ailleurs.

Noms et effectifs des groupes facebook	Sujets abordés	Noms et effectifs des groupes facebook	Sujets abordés
Tokna massana 2013 (449)	Cultures et traditions; inondations; éducation; problèmes de société; organisation des projets; réunions.	Maroua...Cameroun (251)	Questions de jeunesse; actualités de la ville de Maroua; blagues et humours; souvenirs.
Yagoua Mayo Danay (197)	Inondation; culture massa; problèmes de société; développement.	Maroua facebook group (37)	Humours; activités de Maroua; sites touristiques; la jeune fille;
Podoko (70)	Festival; culture et tradition; tourisme; développement; société; rassemblement	Maroua groupe scientifique (12)	Sciences; mathématiques; concours; informatique; humour
Mayo-Tsanaga (38)	Blagues; leçons de la vie; proverbes; soutien et encouragement	Mayo Sava (11)	Humours; actualités; devenir de la jeunesse; problèmes de société.
Mayo-Tsanaga AJEMAT (379)	Rassemblement; soutien; blagues; humours; questions d'éducation	Extrême-Nord (272)	Divertissement; agriculture; élevage; éducation; humour;
AEEMAT Mayo-Tsanaga (361)	Association; humours et blagues; culture Mafa; actualités; etc.	Djaoulerou Extrême-Nord (154)	Questions de jeunesse; blagues et humours; information; solidarité.
OMSF (137)	Projets de développement; humour; offres d'emploi et de stage; concours; éducation; santé; problèmes de société	Jeunes solidaires de Maroua (134)	Informations; solidarité; humour
Mokolo Cameroun Membres: 215	Actualités; culture et tradition mafa; association; blagues et humours; éducation et questions d'avenir; etc.	Logone et Chari (10)	Partage des expériences; débats sur des questions de société; souvenirs et rassemblement; humour
ADEMAT mokolo Membres: 447	Écoles; nouvelles; culture et tradition; projets de développement; société.	ACGUI Guiziga (119)	Solidarité; culture; développement; société; diaspora; actualités.
Collège protestant de Mokolo Membres: 114	Souvenirs et avenir du collège; éducation; rassemblement des anciens élèves.	Toupouri people connection (59)	Solidarité; projets de développement; association; blagues; actualités; loisir.
Anciens et nouveaux élèves du LIMADO Membres: 60	Vie scolaire au LIMADO (lycée de Maroua Domayo); blagues et humours; football; questions scolaires	Le Toupouri club (34)	Divertissement; connaissance de la culture Toupouri; blagues et humours; questions de jeunesse.
Toupouri connection Membres: 160	Culture et langue; inondation et autres problèmes de société; développement	Yagoua family (277)	Développement; culture; problèmes de société et proposition; éducation.
Les ressortissants de Yagoua sur facebook (23)	Groupe fermé. Notre invitation n'a pas été acceptée	Anciens élèves du lycée mixte de Kousseri (243)	Groupe fermé. Notre invitation n'a pas été acceptée

Tableau n°3 : Les groupes facebook et leur contenu

L'un des éléments les plus marquants lorsqu'on examine les noms des groupes facebook contenus dans le tableau ci-dessus, c'est leur identification à leur localité ou à leur culture. Il y a ainsi des groupes guiziga, massana, podoko ou toupouri. Il y en a aussi qui sont liés à leur Département : Mayo-Tsanaga, Yagoua Mayo-Danay, Djaoulerou Extrême-Nord, Logone et Chari, OMSF, etc. Il y a enfin des groupes qui s'identifient à leur ville : Maroua facebook group, jeunes solidaires de Maroua, Yagoua family, etc. Ces groupes apparaissent comme des espaces de restructuration des liens sociaux et culturels. Ils fonctionnent comme un lieu d'identification communautaire et comme un mécanisme qui permet une proximité cognitive entre les membres. Il se construit alors entre leurs membres une certaine solidarité cognitive qui restructure le lien socioculturel. Cela explique pourquoi lorsqu'ils postent un statut ou un commentaire, les termes comme : « mes frères », « mes chers sœurs », « chers membres de la communauté », « peuple », etc. apparaissent fréquemment. Proulx (2002a : 24) écrit en effet que « cette innovation spécifique semble provoquer [...] l'émergence <sup>19</sup> d'éléments de transformation fondamentalement nouveaux qui ont à voir non seulement avec la facilitation de la communication ou de la transmission de l'information mais aussi avec de nouvelles possibilités concernant l'échange de biens et services (...) ou les activités de coordination et de coopération en réseaux (...) ».

Au-delà de cette solidarité sociocognitive que permet le groupe facebook, ce tableau rend aussi compte de l'intérêt que partagent les membres des différents groupes. Outre les sujets de divertissement (blagues, humours) et de souvenirs, tous les groupes s'intéressent à des questions de développement. Entre 30% à 60% de sujets postés et commentés vont dans ce sens. Nous avons ainsi relevé des causeries sur les cultures et traditions, les questions de société comme l'éducation, la santé, l'environnement, la corruption, la gestion des projets, etc.) et les fléaux tels que les inondations et les maladies. Nous avons également noté celles qui ont pour objet les projets de développement (modernisation d'une structure, construction d'un bâtiment, agriculture, marché, etc.). L'avenir et le devenir des jeunes, la solidarité et la cohésion sociale, le sport et la vie scolaire, les concours, les offres d'emploi et de stage sont aussi des sujets sur lesquels les membres des groupes facebook ci-dessus discutent et échangent. Pour chaque thème abordé, les statuts postés et les commentaires qui suivent, montrent que l'usage de l'outil facebook contribue non seulement à rassembler les membres d'une communauté mais aussi à promouvoir le développement de celle-ci. Pour davantage illustrer ce point, nous avons sélectionné trois conversations que nous avons transcrites ci-dessous. La première qui se passe entre les membres du groupe facebook Tokna Massana, est intervenue lors des dernières inondations survenue dans le Mayo-Danay. Les deux autres qui se déroulent au sein des groupes Podoko et ADEMAT

Mayo-Tsanaga, ont trait au projet de construction de salles de classe. Pour des raisons éthiques, nous avons remplacé les noms des intervenants par "xxx".

**Première conversation :** Comment le groupe Tokna Massana a géré les inondations de juillet-octobre 2012

**xxx :** Le xxx a promis 2 tonnes de je ne sais trop quoi pour les sinistrés. Je crois qu'on pourrait constituer une chaîne de dons pour venir en aide à nos frères. Peut-être pourrait-on faire converger les diverses aides auprès du Provisoire xxx (vêtements, chaussures, couvertures, numérique, etc.) On pourrait ainsi utiliser les données disponibles détenues par les différentes administrations (MINADT<sup>20</sup>, MINAS<sup>21</sup>) pour répartir les aides collectées. J'attends vos propositions. Bien à vous tous.

**xxx :** Déjà commençons par avoir des idées groupées (sans les disperser) afin que nous ne nous perdions pas. xxx, xxx, xxx et xxx, merci pour vos prompts réactions! J'espère vraiment que c'est parti et que la chaîne ne s'arrêtera pas!

**xxx :** Chers frères, si on ne se bat pas, c'est notre honte. Nos frères, c'est nous-mêmes. Déjà, j'encourage tous les « Massanautes » à se lever comme un seul homme. Aidons-nous d'abord par nous-mêmes!

**xxx :** Goboissou et Jolie Soir dans l'eau; tout est inondé!

**xxx :** Maître, as-tu fait quelques photos de ces localités?

**xxx :** Bonjour xxx, je peux t'envoyer quelques images de Kaskao inondé dans ta boîte email.

**xxx :** Moi aussi, j'en ai pris quelques-unes, je vais aussi te les envoyer.

**xxx :** Merci! Envoyez ces images à tout le monde mes frères; nous formons un groupe; si nous voyons ces images, on se rendra compte de l'état réel de l'inondation.

**xxx :** Ces images sont même sur facebook. Essaie d'aller voir sur mon mûr.

**xxx :** Bonjour xxx! Je voudrais que tu communique ton adresse email pour que les éventuels donateurs scannent et t'envoient le bordereau pour une bonne traçabilité des fonds. Je reprends le numéro de compte à Express Union : xxx, au nom de xxx. Bonne soirée à tous!

**xxx :** Belle initiative! À nous de réagir maintenant.

**xxx :** Demain, je vais faire un geste et je t'envoierai le bordereau, je veux dire à xxx.

**xxx :** Chers tous! Cette affaire est délicate, elle est nationale, elle est régionale, elle est départementale pour être réduite au niveau de Tokna ou au niveau des Massa...J'ai lu sur le mur d'un frère que c'est pour des intérêts égoïstes et politiques. Peut-on faire de la souffrance de nos frères un plaisir politique?

**xxx :** Bonjour Prof! S'il y a une chose certaine et vraie ici dehors pour parler terre à terre comme au quartier, ces autres peuples ne nous font et ne feront jamais du cadeau.

<sup>19</sup> Souligné par l'auteur

<sup>20</sup> Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

<sup>21</sup> Ministère des Affaires Sociales

Mieux, ça leur fait plaisir de nous voir nous distraire sur un vrai sujet. Nous, peuple Massa n'envions personne et depuis que nous échangeons nos idées sur différents sujets dans cette rubrique, nous n'avons fait allusion à personne et n'avons nommé cité un peuple. Mieux, dans les échanges des idées, nous cherchons plutôt une formule pour dédouaner quiconque s'investirait dans l'entreprise noble que nous voulons pour le peuple du Département. Entre temps, ces mêmes gens qui ne nous font pas cadeau s'organisent mieux pour les leurs. Écoute Prof, des fois on a bien envie de donner raison à ceux qui pensent que c'est Tokna qui doit gérer la situation. Rien n'a commencé, déjà les critiques fusent. L'important c'est l'action concrète. Envoyons nos dons. Quitte à ce que dans l'avenir et que ce soit au prochain Tokna, l'on puisse penser à mettre une structure parallèle qui parle du développement du Département. Mais, si certains ne veulent pas y adhérer et se sentent mis à la touche, par leur propre volonté, on y peut rien. Mais que cela ne doit pas arrêter nos efforts. Le temps des vieilles querelles qui nous ont tirés vers le bas est dépassé à mon avis. Pour l'instant, nous sommes dignes et acceptons tout le monde. Banana.

**Deuxième conversation :** Concertation sur un projet de construction d'une salle de classe au groupe Podoko

**xxx :** Regardez cette photo, mes frères!



**xxx :** C'est une salle de classe ça?

**xxx :** Oui c'est une salle de classe...

**xxx :** Au 21<sup>ème</sup> siècle! C'est vrai qu'à notre temps, on a aussi fréquenté sur les pierres, mais ça doit changer. Les gens ont les ordinateurs en classe, nous, on a seulement les cailloux mon frère!

**xxx :** Il ne s'agit pas de se moquer de nous-mêmes. Essayons de voir comment nous pouvons aller de l'avant. Si on est solidaire, nous pouvons transformer cet espace en une vraie salle de classe.

**xxx :** Mon frère xxx, je trouve que xxx ne fait pas une moquerie, il veut plutôt nous conscientiser sur un fait sur lequel nous devons agir.

**xxx :** Il faut aussi qu'on sache ce que les dirigeants font avec les frais d'association des parents d'élèves. Il me semble que d'après ce que j'entends, les pauvres paient 5000f cfa pour ça.

**xxx :** We need to do something!

**xxx :** Quelques propositions?

**xxx :** La solution, c'est de nous mettre à faire des collectes!

**xxx :** Comment est-ce qu'on va organiser cela?

**xxx :** Je propose que nous portions cette affaire lors du prochain festival ou lors de l'assemblée générale de

l'ACPO<sup>22</sup>. C'est un problème communautaire, et nous devons trouver une solution, non seulement pour cette école mais aussi pour toutes les autres.

**Troisième conversation :** discussion sur un projet de salles de classe réalisés au sein du groupe ADEMAT Mayo-Tsanaga

**xxx :** En 2 ans, sept salles de classe construites, 140 tables-bancs distribués, le siège de l'association en construction, le soutien aux étudiants encore accru, le budget passe de 19 à plus de 22 millions, une gestion transparente et participative! De grands défis attendent encore notre association. Au cours de l'assemblée générale prévue le 23 mars 2013 à Mogodé, vos idées, remarques, critiques, et suggestions seront prises en compte. Le débat est ouvert....

**xxx :** Sept salles de classe en deux ans, c'est insuffisant pour un Département qui compte sept grands Arrondissements. Soit les enfants du Département ne sont pas suffisamment mobilisés pour cotiser grands, soit .... Toutefois, je pense que la nouvelle politique impulsée par le Président nourrit mon espoir.

**xxx :** Insuffisants, oui. Mais comment faire pour avoir plus? C'est là la question.

**xxx :** Merci pour les infos, avec la prière de Dieu tout est facile mes frères?

**xxx :** Prière d'accord, mais travail d'abord! Car tu mangeras à la sueur de ton front (le développement viendra du travail)

**xxx :** Mademoiselle xxx veut prier pour avoir des salles de classe. Je pense que c'est le travail, et je précise que la Chine est deuxième puissance mondiale parce qu'elle a su manager son potentiel humain. Notre Département est parmi les plus peuplés au Cameroun et la prière devait soutenir nos efforts.

Dans ces conversations comme dans bien d'autres que nous n'avons pas citées, chaque membre se croit doter d'une potentialité et d'une mission qu'il veut mettre au service de la communauté. Il n'y a pas une autorité qui domine et hiérarchise les débats; il n'y a pas une voix supérieure à une autre. Au contraire, les membres se trouvent dans un cadre où chacun a la puissance d'agir et la volonté de donner. En lieu et place d'une régulation hiérarchique, se met alors en place un réseau hétéroarchique. Dans ce réseau, « les compétences et le leadership circulent librement au gré des demandes et des besoins. Il n'y a pas de leaders dominants imposant leur autorité sur l'ensemble des dominés. Chaque membre du réseau est appelé à jouer un rôle de leader provisoire dans un moment précis où un autre membre du réseau requiert son avis, ses services, ses compétences. L'autorité est fondée en particulier sur les compétences cognitives et sur la compétence à communiquer » (Proulx, 2002a : 24). Tout le monde peut donc se sentir investi d'une capacité et d'une mission de contribution. Proulx (2002a : 24) explique que « dans cet idéal-type que constitue la métaphore hétéroar-

<sup>22</sup> Association Culturelle Podoko

chique, il n'y a pas imposition d'une structure d'autorité sur la dynamique de communication entre les membres du réseau. Le pouvoir de chaque individu se traduit essentiellement par sa capacité de mettre en contact les agents humains. La communication de même que l'intelligence y sont *distribuées*<sup>23</sup>. Chaque membre propose, débat, convainc et se sent utile et important pour les autres, pour la communauté et pour lui-même.

Tous les groupes facebook dont nous avons analysé le contenu se présentent d'ailleurs comme des espaces d'égalité où tout le monde a le pouvoir de contribuer. Le groupe OMSF par exemple se définit comme « le lieu de consolider [leurs] liens, mieux [se] connaître, échanger pour changer positivement, discuter sans disputer, animer sans discriminer, promouvoir [leurs] valeurs sociales juridiquement protégées,... dans le seul but de contribuer à [leur] développement et à [leur] épanouissement ». Yagoua Family se présente aussi comme un « collectif des ressortissant du Mayo-Danay, dynamiques, engagés et motivés, convaincus de la nécessité de dialoguer, d'échanger, de partager, d'écouter, d'entrer en relation les uns avec les autres, dans le but de promouvoir [leur] développement ». Ces façons de se définir caractérisent aussi les autres groupes facebook. Elles traduisent en fait une culture de participation orientée vers une imaginaire de contribution et d'accomplissement du devoir communautaire. C'est la culture de l'entraide, de la solidarité, de l'amitié, de la coopération qui surgit dans un monde marqué par la compétition. Dans tous les groupes que nous avons examinés, les contributions des membres traduisent une sorte de mise au service des communautés, des compétences et talents, un certain don de soi, ou ce que Proulx (2002a) appelle « la culture du don ». Comme il l'écrit ailleurs, ces contributions « relèvent davantage du plaisir associé à faire partager une passion ou, parfois, de la recherche d'une reconnaissance symbolique auprès des pairs. Cette "culture de la contribution" devient ainsi la source possible de formes nouvelles d'une *puissance d'agir* (*empowerment*<sup>24</sup>) parmi les utilisateurs de ces plateformes numériques » (Proulx, 2011). En postant un statut ou un commentaire, l'utilisateur traduit sa puissance d'agir et son intention de produire un contenu utilitaire. Il est à la fois ce que Proulx (2010; 2011) appelle « data provider » (« fournisseur des données ») et « content producer » (« producteur de contenu »).

Ce qui est aussi remarquable, c'est que ces modes de contribution et de participation au développement s'effectuent dans des communautés réseautées. Les membres du groupe Tokna Massana s'appellent ainsi les « massanautes »; ceux des groupes Podoko et ADEMAT Mokolo s'identifient respectivement comme des « podokonautes » et des « mafanautes ». C'est une façon de s'inscrire dans un réseau à la manière de l'Internet. Les groupes fonctionnent en effet comme de véritables « pensées-réseaux » : ce sont des frères et sœurs, des personnes

appartenant à une même culture à laquelle ils s'identifient et contribuent. Ils s'inscrivent dans une proximité cognitive pour faire valoir leur intérêt communautaire. C'est ce que Proulx (2002a; 2011) appelle l'intelligence ou la cognition distribuée. « Ce phénomène renvoie à l'idée d'intelligence coopérative, à celle d'élaboration collective de projets ou de *coopération en réseau*<sup>25</sup> pour la réalisation de tâches complexes. Il évoque aussi l'idée d'une nécessaire distribution des connaissances et de l'agencement de ces échanges cognitifs dans l'accomplissement de tâches diverses. Le processus cognitif est ainsi partagé par plusieurs agents sur le site où s'accomplit la tâche » (Proulx, 2002a : 24).

Ainsi qu'on le voit, l'usage du groupe facebook au service du développement par des jeunes de l'EN/C s'avère important. Nous avons vu en quoi il permet des informations en réseaux. Nous avons vu que dans ces types de communauté, chaque membre a la capacité de contribuer et de se donner dans une logique de proximité cognitive et culturelle. En permettant de pallier des difficultés liées à l'éloignement des membres, à l'organisation de leurs rendez-vous et interventions, à la participation des plus jeunes et des femmes, nous pouvons aussi dire que l'usage de cet outil Internet dans ce cadre possède un avantage relatif par rapport aux réunions classiques de développement.

Dans les développements ci-dessus, nous avons vu comment des jeunes de l'EN/C utilisent les services Internet en rapport avec le développement de leur localité. Au moyen des sites web et blogs, ils informent non seulement sur leur région mais aussi sur les acquis et projets de son développement. Avec l'option groupe de facebook, ils forment de véritables communautés virtuelles ou de pratiques. Au sein de ces communautés, chaque membre traduit dans une proximité cognitive avec les autres, sa capacité et son intention de « faire un don » pour la promotion de l'intérêt général. Certes, les déficits sociotechniques que nous avons présentés plus haut limitent les effets de ces contributions numériques. Mais cela invite à réfléchir sur les possibilités de soutenir les actions en ligne de manière à ce que celles-ci permettent de renforcer les acquis du développement. Nous esquissons d'ailleurs ci-dessous une stratégie de Net-développement qui s'inscrit dans l'approche de l'appropriation.

## 4. Esquisse d'une stratégie de Net-développement

La stratégie de développement communautaire médiatisée par l'informatique que nous voulons esquisser, se situe dans la perspective de l'appropriation. Cette perspective insiste sur trois points fondamentaux : l'intégration des technologies dans le quotidien des usagers, les usages qui sont fait avec ces technologies et l'action des technologies elles-mêmes (Millerand, 1999). Ces trois points sous-entendent aussi trois conditions nécessaires à la

<sup>23</sup> Souligné par l'auteur

<sup>24</sup> Souligné par l'auteur

<sup>25</sup> Souligné par l'auteur

mise en œuvre du mécanisme d'appropriation d'une innovation technologique (Chambat, 1994; Mallein et Toussaint, 1994; Proulx, 2002b). L'appropriation désigne en effet « l'intégration créatrice d'éléments significatifs de [la] culture [technologique] dans la vie quotidienne des usagers et des collectivités » (Proulx, 1988). Pour Proulx (2002b), « l'appropriation effective d'une technologie par un agent humain suppose [...] la réunion nécessaire et suffisante de trois conditions : a) une maîtrise cognitive et technique minimale de l'objet ou du dispositif technique; b) une intégration sociale significative de l'usage de cette technologie dans la vie quotidienne de l'agent humain; c) la possibilité qu'un geste de création soit rendu possible par la technologie, c'est-à-dire que l'usage de l'objet technique fasse émerger de la nouveauté dans la vie de l'utilisateur. » À partir de là, nous pouvons dégager trois axes qui vont constituer et structurer notre stratégie de Net-développement : l'accès aux technologies, leur usage et leur appropriation.

#### **4.1. Rendre l'Internet accessible**

L'un des aspects sociotechniques décrits par les jeunes que nous avons interrogés dans ce travail, est l'accès difficile aux nouvelles technologies (ordinateur, Internet, etc.). Cet accès difficile qui se traduit notamment par un taux d'accès à l'Internet très faible (4%), relève de plusieurs paramètres : ratio ordinateur/usagers potentiels très bas, points d'accès Internet insuffisant, lenteur de la connexion Internet, prix encore élevé des matériels informatiques par rapport au pouvoir d'achat des populations de l'EN/C, etc. Dans une logique de développement supporté par les technologies, ceci constitue un besoin à satisfaire, un problème à résoudre. Même s'il n'est pas un facteur suffisant pour assurer l'appropriation de la technologie numérique au service du développement, cet aspect technique en constitue néanmoins une des conditions nécessaires. Un autre besoin à satisfaire existe aussi au niveau des usagers potentiels, celui de la maîtrise cognitive et technique insuffisante des technologies. Au total, nous avons deux catégories de besoins dans ce contexte. La première a trait à l'équipement, c'est-à-dire à la disponibilité et à l'accessibilité physique des nouvelles technologies. La deuxième quant à elle est relative à l'apprentissage informatique, c'est-à-dire aux dispositions et capacités techniques et cognitives des utilisateurs potentiels de s'approprier ces technologies.

Au regard de ces besoins, il devient important de rendre l'Internet disponible et accessible. L'on peut ainsi partir sur la base de l'existant. L'existant dans ce contexte, c'est une quarantaine de cybercafés qui existent dans la région. C'est aussi la possibilité d'avoir une connexion Internet. Avec ses filières informatiques et technologiques et son centre de ressources en technologies éducatives, l'université de Maroua fait également partie des acquis en termes de développement sociotechnique de l'EN/C.

Nous pouvons y ajouter l'intégration de l'ordinateur et de l'Internet dans des lycées et collèges. Actuellement, la quasi-totalité des lycées situés dans les centres urbains possèdent un centre de ressources multimédias. Le fait que des familles acquièrent de plus en plus les outils technologiques fait aussi partie de l'existant dans la mise en œuvre du Net-développement communautaire dans ce contexte.

Rendre les nouvelles technologies accessibles revient donc à renforcer l'existant. Partir sur la base de ce qui existe déjà est important dans le domaine de Net-développement (Mallein et Toussaint, 1994). Une innovation technologique ne s'opère en effet pas dans le vide social, mais en tenant compte de ce que les individus et collectivités possèdent comme atouts, sentent comme besoins, pensent comme ambitions et expriment comme pratiques. Concrètement dans ce contexte, renforcer l'existant invite à œuvrer pour que la connexion Internet soit rapide et abordable du point de vue du prix. Cette action relève des acteurs macrosociaux que sont l'État, le Ministère des Postes et Télécommunications, l'Agence Nationale des TIC, l'Agence de régulation des télécommunications, etc.). Soutenir l'existant, c'est aussi renforcer les actions des établissements scolaires et universitaires pour l'intégration des TIC en leur sein. Créer et/ou développer davantage leur parc informatique et soutenir leurs innovations techno-pédagogiques sont les principales actions à mener à ce niveau. Les acteurs ci-dessus auxquels s'ajoutent le Ministère des enseignements secondaires, le Ministère de l'éducation de base, les collectivités territoriales décentralisées, les organismes de développement, l'élite régionale, les associations des parents d'élèves et les établissements scolaires et universitaires eux-mêmes, peuvent contribuer dans ce sens. À côté de ces actions, le foyer des jeunes de chaque Département peut être doté d'un télé-centre communautaire. L'objectif visé à ce niveau est de permettre aux utilisateurs potentiels de l'ordinateur et de l'Internet d'y accéder. C'est finalement d'arriver à une phase de banalisation des nouvelles technologies. Une diffusion réussie des NTIC nécessite d'atteindre cette phase qu'est la banalisation des techniques et de l'objet. Mallein et Toussaint (1994 : 318) écrivent que « cela se manifeste sous l'angle de la consommation de masse sans que lui soient associés des signes de distinction culturelle ou sociale ou sans que son usage s'inscrive dans des visées de pédagogie, de culture alternative, ou de connaissance ou d'exploration approfondie des potentialités techniques de la machine ». Cette banalisation des technologies est ce qui permet leur adoption, c'est-à-dire l'intégration de leurs usages dans la vie quotidienne des usagers.

#### **4.2. Encourager l'adoption des TIC**

Dans le domaine de Net-développement comme dans toute autre activité soutenue par les TIC, la disponibilité physique des technologies ne suffit pas. Leurs usages effectifs impliquent des gestes supplémentaires de la part

des utilisateurs potentiels. Il est alors nécessaire que ceux-ci adoptent les technologies qui leur sont offertes de manière à les inscrire dans leur trajectoire propre. Il est aussi nécessaire de poser des actions qui favorisent l'acceptabilité et l'utilisabilité des technologies par les individus et collectivités. Pour que l'usage de l'Internet et des autres TIC puisse jouer un rôle dans la promotion du bien-être des usagers, il faut en effet que ceux-ci les intègrent dans leurs pratiques quotidiennes. Comme l'écrit Proulx (2002a : 22), « une innovation doit résonner à un contexte de société pour être retenue comme facteur déterminant dans l'organisation sociale ».

La démarche à entreprendre à ce niveau consiste donc à examiner comment les technologies à adopter peuvent faire partie de la morphologie sociale des populations de l'EN/C. Les connaître dans leurs représentations vis-à-vis des TIC s'avère alors important. La compréhension profonde des connaissances cognitives et sociales construites autour de ces technologies fournit en effet des perspectives pour favoriser leur apprentissage et leur appropriation. Selon qu'elles soient favorables ou défavorables aux technologies, l'on pourra envisager des démarches et actions conséquentes. Comme l'écrit Proulx (2001) en effet, « le processus d'appropriation sociale, cognitive et technique d'une technologie passe par une intériorisation des représentations adéquates du phénomène technique ».

Sur la base de ce point, le processus d'apprentissage cognitif et technique des technologies déjà à l'œuvre dans plusieurs structures peut être davantage renforcé. Cela invite les écoles, collèges et lycées de la région à mettre un accent particulier sur l'éducation aux médias. Cette éducation aux médias devra permettre aux principaux acteurs de ce milieu de développer davantage les compétences informatiques et de mettre ces compétences au service de leurs activités d'enseignement et d'apprentissage. Dans ce processus, les acteurs de l'université de Maroua peuvent aussi jouer un rôle, c'est-à-dire celui d'intégrer les nouvelles technologies dans leurs pratiques de formation. Les actions menées au sein des cybercafés et autres télé-centres peuvent également être soutenues.

Les acteurs susceptibles d'intervenir à ce niveau peuvent être mésosociaux (collectivités territoriales décentralisées, associations des parents d'élèves, élite régionale, établissements scolaires et universitaires) ou microsociaux (élèves, étudiants, fonctionnaires, acteurs du secteur privé, commerçants, techniciens, et autres catégories socioprofessionnelles). L'objectif est de favoriser l'intégration des technologies dans les pratiques quotidiennes des individus et des collectivités. De façon concrète, il s'agit d'intégrer les nouvelles technologies dans tous les domaines de la vie (communication, formation, enseignement, apprentissage, recherche, service public, commerce, etc.) de façon à informatiser la société régionale. Dans ce contexte informatisé, les individus et collectivités pourront alors créer et produire avec les technologies.

### **4.3. Arriver à créer avec les technologies**

Au niveau de cet axe, l'usage des technologies numériques doit pouvoir s'inscrire dans une logique de créations des ressources informationnelles. L'objectif final, c'est la possibilité que des gestes de création et de production soient rendus possibles par l'usage de la technologie numérique. L'usage de l'objet technique doit alors pouvoir faire émerger de la nouveauté dans la vie quotidienne des usagers. Cette capacité de créer représente d'ailleurs à la fois le but ultime du processus d'appropriation d'une technologie et l'indice de participation des acteurs technologiques au développement. C'est ce qui permet en effet aux utilisateurs d'imaginer des possibilités et des modalités nouvelles de contribution à leur épanouissement personnel et communautaire. Ils peuvent alors orienter l'usage de ces technologies vers la résolution d'un problème contextuel, la satisfaction d'un besoin précis, la réalisation d'un projet ou la création de nouvelles ressources. L'on voit ainsi se dessiner les formes possibles de participation numérique au développement. Ainsi que l'écrit Rakotomalala Harisoa (2004), « le développement local à travers les TIC devient un enjeu de création de nouvelles richesses, indispensable au dynamisme d'une collectivité, mais aussi dans l'économie globale ».

Au second point de notre travail, nous avons présenté en quoi le développement constitue une nécessité pour la région de l'EN/C. Dans cette présentation, nous avons montré que sa préoccupation majeure, c'est la réduction de la pauvreté, l'alphabétisation de sa population, l'accès à l'emploi et à l'information, l'accès à l'éducation et au service public, l'accès à l'eau potable, à l'électricité et à un habitat décent, la lutte contre les maladies et les catastrophes naturels, la modernisation des infrastructures et l'amélioration de la qualité de l'éducation. Une appropriation effective de l'Internet dans ce contexte doit alors pouvoir permettre aux utilisateurs d'en exploiter les potentialités pour répondre à ces besoins et conduire des projets qui vont dans ce sens. Cela sous-entend la possibilité de poser trois types d'action avec cette technologie : la diffusion de l'information, la coordination interpersonnelle ou organisationnelle des actions et les activités de coopération et de collaboration en réseaux.

Dans ce contexte, la création des plates-formes dans chaque filière de développement peut être envisagée, ce qui permettra de répondre aux besoins fondamentaux de la région. Un réseau sur le monde du travail (emplois, stages, concours, formations, recyclages, etc.) peut être par exemple mis en place, ce qui permettrait aux utilisateurs « fournisseurs des données » de diffuser des informations y relatifs et aux utilisateurs finaux (chercheurs d'emploi, de formation, etc.) d'y accéder. L'exemple des groupes facebook ADEMAT Mayo-Tsanaga et OMSF qui fournissent à leurs membres des données sur les concours, les offres d'emploi et de stage, est instructif à ce sujet. Il peut aussi servir de pistes de réflexion. De la même façon, une plate-forme sur l'éducation et la scolarisation dans l'EN peut faire l'objet d'une concertation.

Cette plate-forme aurait alors pour but de faire connaître la demande réelle d'éducation dans la région, de coordonner les actions en termes d'offres éducatives et de fournir des données sur les bourses d'étude et de recherche, les possibilités de formation et de financement. Un réseau concernant le commerce, l'agriculture, la culture, le service public, le processus de décision politique, l'informatique et la technologie, peut également être examiné et faire l'objet de projets. L'objectif visé est en effet de répondre aux besoins et attentes qui relèvent de chaque domaine où la région a besoin d'un effort de développement. Cela revient à créer et gérer pour chaque filière de développement, des communautés virtuelles ou de pratiques. Car dans un contexte d'appropriation effective des technologies, on est sûr que les informations diffusées en réseaux peuvent être utilisées de façon systématique, optimale et utilitaire par les acteurs finaux.

## Conclusion

Dans cette contribution, nous nous sommes intéressé à étudier comment l'usage de l'Internet est mis au service du développement communautaire par des jeunes de l'EN/C. Nous avons voulu aborder cette dimension du développement dans un contexte global d'informatisation des sociétés, c'est-à-dire dans un contexte de mutations profondes où les nouvelles technologies jouent un rôle de plus en plus capitale dans les secteurs de la vie humaine. Pour certains auteurs, elles constituent le facteur qui d'une façon suffisante et nécessaire déclenche le processus de transformation et de développement des sociétés contemporaines (Credé et Mansell, 1998; Blanchard, 2001; Proulx, 2002a; Gado Alzouma, 2008; Loukou, 2011, etc.). Nous avons alors cherché à cerner les pratiques de développement supporté par l'Internet chez les jeunes de l'EN/C. À partir de ce point, nous avons aussi esquissé une stratégie d'intégration de la technologie numérique au développement dans ce contexte. Nous nous sommes alors basé sur l'hypothèse qu'au regard d'une part des besoins, atouts et objectifs de l'EN en termes de développement, et d'autre part des potentialités de l'Internet et de l'intégration de celui-ci dans ce contexte, l'appropriation de cette technologie par les jeunes de cette région à des fins de développement constitue une réelle contribution au bien-être collectif.

Pour le montrer, nous avons développé trois principaux points. Le premier nous a permis de décrire le contexte de développement de la région de l'EN/C. Nous avons alors constaté que les besoins que cette région connaît dans le domaine économique, de l'éducation, de la santé, de l'emploi, de l'environnement, de la technologie, etc. font de son développement une nécessité. La réponse à cette nécessité peut cependant se trouver dans l'utilisation des ressources que cette région possède. Elle recèle en effet d'atouts humains et sociotechniques émergents susceptibles de faire de l'usage de l'Internet un outil au service du développement communautaire. Cela nous a alors conduit à aborder le second point de notre travail.

À ce niveau, nous avons montré comment les jeunes de la région de l'EN/C s'approprient l'Internet à des fins de développement. Les sites web et blogs et les groupes facebook représentent les principaux services Internet qu'ils utilisent dans ce domaine. Avec les deux premiers services, ils entendent diffuser des informations sur leur région et ses différentes localités ainsi que sur des besoins et projets de développement. Ils mobilisent aussi les internautes à participer au processus de développement communautaire. Au sein des groupes facebook, ils forment de véritables communautés de pratiques dans lesquelles ils sont liés les uns les autres par une proximité cognitive et une intelligence distribuée (Akrich et Méadel, 2007 : 148). Dans ces communautés virtuelles construites sur des bases socioculturelles, chaque membre entend profiter de sa puissance d'agir et de sa culture de contribution pour apporter sa part et son don à la promotion du bien-être communautaire. Nous avons montré globalement que l'usage de l'Internet a permis à ces jeunes qui entreprennent des initiatives communautaires de coordonner leurs actions, de vulgariser leurs projets, d'élargir leur participation et de résoudre les problèmes de développement dans une perspective de collaboration et de coopération (Akrich, 2010). Certes le contexte sociotechnique déficitaire de la région limite les effets de ces pratiques. Mais celles-ci paraissent néanmoins significatives et fournissent des pistes de réflexion pour aller plus loin.

C'est dans ce sens qu'au troisième point de notre travail, nous avons proposé une esquisse de stratégie de Net-développement communautaire. Cette stratégie qui se situe dans la logique d'appropriation des technologies, se structure autour de trois axes non-linéaires : rendre la technologie numérique accessible, encourager son adoption et arriver à créer et à produire avec elle.

## Références

- Akrich, M. (1987). « Comment décrire les objets techniques? » *Techniques et Culture*, n° 9, p. 49-64.
- Akrich, M. (1989). « La construction d'un système socio-technique. Esquisse pour une anthropologie des techniques ». *Anthropologie et Société*, vol. 13, n° 2, p. 31-54.
- Akrich, M. (1990). « De la sociologie des techniques à une sociologie des usages. L'impossible intégration du magnétophone dans les réseaux câbles de première génération ». *Techniques et Culture*, n° 16, p. 83-110.
- Akrich, M. (2010). "From communities of Practice to Epistemic Communities. Health Mobilizations on Internet". *Sociological Research Online*, vol. 15, n° 2, <http://www.socresonline.org.uk/15/2/10.html>, consulté le 03 septembre 2012.
- Akrich, M. et Méadel, C. (2007). « De l'interaction à l'engagement. Les collectifs électroniques, nouveaux militants de la santé ». *Hermès*, n° 47, p. 145-153.

- Blanchard, J.-M. (2001). « De la pertinence de l'usage de l'Internet dans les pays en voie de développement ». *Les Cahiers du Numérique*, vol. 2, n° 3, p. 281-297.
- Bonjawo, J. (2001). *Révolution numérique dans les pays en développement : L'exemple africain*. Paris, Dunod.
- Castells, M. (2000). *The Information Age: Economy, Society and Culture. The Rise of the Network Society*. Cambridge MA. Oxford UK, Blackwell.
- Chambat, P. (1994). « Usages des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) : Évolution des problématiques ». *Technologies de l'Information et Société*, vol. 6, n° 3, p. 249-270.
- Clevenot, M. et Douyere, D. (2008). Pour une critique de l'économie de la connaissance comme vecteur de développement. Communication au Colloque international : *Économie de la connaissance et développement*. Université Gaston Berger, Saint-Louis, Sénégal.
- Cottier, P. et Choquet, C. (2005). « De l'utilisateur construit à l'utilisateur participant ». *Environnements Informatiques pour l'Apprentissage Humain*, n° 1, p. 449-454.
- Credé, A. et Mansell, R. (1998). *Les sociétés du savoir...En bref : La technologie de l'information au service du développement durable*. Ottawa, CRDI.
- Donner, J. (2006). « The Use of Mobile Phones by Microentrepreneurs in Kigali, Rwanda: Changes to Social and Business Networks ». *Information Technologies and International Development*, vol. 3, n° 2, p. 3-19.
- Essadiki, A. (2004). L'Internet et le développement agricole et rural : Une approche intégrée et participative. Communication au Colloque : *Développement durable : Leçons et perspectives*. Ouagadougou, Burkina Faso.
- Favreau, L. et Fréchette, L. (2002). *Mondialisation, économie sociale, développement local et solidarité internationale*, PUQ, 252 p.
- Gado Alzouma (2008). « Téléphone mobile, Internet et développement : l'Afrique dans la société de l'information ? » *tic&société*, vol. 2, n° 2, p. 35-58, <http://ticetsociete.revues.org/488>, consulté le 10 mai 2012.
- Godbout, J. T. (2000). *Le don, la dette et l'identité*. Boréal, Montréal
- Herrera, L. (2011). "Egypt's Revolution 2.0: The Facebook Factor?". Jadaliyya, [www.jadaliyya.com/pages/index612/egypt-revolution-2.0-the-facebook-factor](http://www.jadaliyya.com/pages/index612/egypt-revolution-2.0-the-facebook-factor), consulté le 11 juillet 2012.
- INS (2010). Jeunes et marché du travail au Cameroun en 2010. Rapport, INS
- INS (2011a). Démographie de l'entreprise au Cameroun. Synthèse des principaux résultats. Rapport, INS.
- INS (2011b). Deuxième enquête sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun. Rapport, INS
- Jauréguiberry, F. et Proulx, S. (2011). *Usages et enjeux des technologies de communication*. Paris, Ères.
- Jouët, J. (1993). « Usages et pratiques des nouveaux outils de communication ». In L. Sfez (Éd.). *Dictionnaire critique de la communication*. Paris, PUF, p. 375-390.
- Jouët, J. (2000). « Retour critique sur la sociologie des usages ». *Réseaux*, vol. 18, n° 100, p. 489-521.
- Jouët, J. (2004). « Les dispositifs de construction de l'internaute par les mesures d'audience ». *Le Temps des Médias*, n° 3, 2004, p 160-174.
- Kiyindou, A. (2010). *Technologies de l'Information et de la Communication : Enjeux et usages pour le développement*. Paris, Hermes Lavoisier.
- Kiyindou, A. et Beautista, R. A. (2011). (Éds.). *Nouveaux espaces et partage des savoirs : Dynamiques des réseaux et politiques publiques*. Paris, L'Harmattan.
- Kübler, J. (2011). « Les révolutions arabes et le web 2.0 ». *Averroès*, n° 4, p. 3-15.
- Latzko-Toth, G. (2011). L'appropriation du temps réel : Le rôle des usagers dans la co-construction de l'Internet relay chat. Communication au Séminaire du CIRST, UQAM, Montréal, Canada.
- Loukou, A. F. (2011). « Les TIC au service du développement en Afrique : Simple slogan, illusion ou réalité ? » *tic&société*, vol. 5, n° 2-3, <http://ticetsociete.revues.org/1047>, consulté le 17 octobre 2012.
- Mallein, P. et Toussaint, Y. (1994). « L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : Une sociologie des usages ». *Technologies de l'Information et Société*, vol. 6, n° 4, p. 315-334.
- Mansell, R. (1993). *The New Telecommunications: A Political Economy of Network Evolution*. Londres, Sage.
- Mercier, C., Bourque, D. et St-Germain, L. (2009). « Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : Enjeux, défis et conditions d'actualisation ». *Développement Social/ARUC-ISDC*, n°1, p. 1-81.
- Mihaud, M. (1962). « Le développement communautaire, un instrument de développement économique et social de l'Afrique ». *Tiers-Monde*, vol. 3, n° 9-10, p. 313-320.
- Millerand, F. (1999). « Les usages des NTIC : Les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation (2<sup>ème</sup> partie) ». *COMPOSITE*, vol. 99, n° 1, [http://composite.org/v1/99.1/articles/ntic\\_2.pdf](http://composite.org/v1/99.1/articles/ntic_2.pdf), consulté le 21 mars 2010.
- Millerand, F., Giroux, L. et Proulx, S. (2001). « La "culture technique" dans l'appropriation cognitive des TIC : Une étude des usages du courrier électronique ». Actes du 3<sup>ème</sup> Colloque international sur les usages et les services des télécommunications "E-Usages". ICUST, 2001, Paris, France, p. 400-410.

- MINEPAT et PNUD (2010). Rapport régional de progrès des objectifs du millénaire pour le développement : Extrême-Nord. INS
- Moatty, P., Perraud, A. et Pouquet, L (2000). « Les déterminants territoriaux de la création d'entreprises ». CREDOC, n° 146, p. 1-82.
- Negroponte, N. (1996). *Being Digital*. New York, Vintage.
- Norbrook, N. (2008). « Free to Roam ». In The Africa Report. *Information and Communication Technologies*, n° 12, p. 90-104.
- Ott, D. (1998). « Power to the People: The Role of Electronic Media in Promoting Democracy in Africa ». *First Monday*, vol. 3, n° 4, avril, [http://firstmonday.org/issues/issue3\\_4/ott/index.html](http://firstmonday.org/issues/issue3_4/ott/index.html), consulté le 17 octobre 2012.
- Proulx, S. (1988). *Vivre avec l'ordinateur. Les usagers de la microinformatique*. Montréal, G. Vermette.
- Proulx, S. (2001). « Usages de l'Internet : La "pensée-réseaux" et l'appropriation d'une culture numérique ». In E. Guichard (Éd.). *Comprendre les usages de l'Internet*. Paris, Éditions Rue d'Ulm, p. 139-145.
- Proulx, S. (2002a). « Pratiques d'Internet et numérisation des sociétés ». In J. Lajoie et E. Guichard (Éds.). *Odyssée Internet : Enjeux sociaux*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 21-40.
- Proulx S. (2002b). « Trajectoires d'usages des technologies de communication : Les formes d'appropriation d'une culture numérique comme enjeu d'une société du savoir ». *Annales des Télécommunications*, T. 57, n° 3-4, p. 180-189.
- Proulx, S. (2005). « Penser les usages des Technologies de l'Information et de la Communication aujourd'hui : Enjeux – modèles – tendances ». In L. Vieira et N. Pinède (Éds.). *Enjeux et usages des TIC : Aspects sociaux et culturels*. T. 1, Bordeaux, PUB, p.7-20.
- Proulx, S. (2010). La figure du contributeur : La création de valeur dans le contexte du capitalisme informationnel. Communication au Colloque international du CIRST. *Figure de l'utilisateur en contexte d'innovation*. Montréal, Canada.
- Proulx, S. (2011). La puissance d'agir d'une culture de la contribution face à l'emprise d'un capitalisme informationnel. Premières réflexions. Communication au Colloque : *Culture et Barbarie. Communication et société contemporaine. Hommage à Edgar Morin*. Athènes, Grèce.
- Proulx, S. et Saint-Charles, J. (2004). « L'appropriation personnelle d'une innovation : Le cas d'Internet. L'importance des réseaux d'appui. *Information Sociale, Le destin des innovations*, n° 116, p. 80-89.
- Proulx, S., Couture, S. et Rueff, J. (2008). (Éds.). *L'action communautaire québécoise à l'ère du numérique*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, S., Poissant, L. et Sénécal, M. (2006). *Communautés virtuelles : Penser et agir en réseau*. Québec, Presses de l'Université Laval.
- Quirino-Lanhounmey, J. (1964). « Le développement communautaire en Afrique noire ». *Politique Étrangère*, n° 2, p. 161-180.
- Rakotomalala Harisoa, N. A. (juin 2004). Les Technologies de l'Information et de la Communication : Mode ou modèle de développement pour les pays en voie de développement? Communication présentée au Colloque : *Développement durable : Leçons et perspectives*. Ouagadougou, Burkina Faso.
- MINEPAT et INS (2010). 3<sup>ème</sup> recensement général de la population et de l'habitat : La population du Cameroun en 2010. Rapport, INS.
- Shiner, C. (2008). « Africa: Cell Phone transforms Continent's Development ». <http://allafrica.com/stories.html>, consulté le 17 septembre 2012.
- Theviot, A. (2012). Qui milite sur le Net? Esquisse d'un profil sociologique du « cyber-militant » au PS et à l'UMP. Communication au séminaire du réseau "Démocratie en ligne" (DEL).
- Toffler, A. (1980). *The Third Wave*. New York, William Morrow and Company.
- UIT (2012). Mesurer la société de l'information. Rapport, Genève.
- Vitalis, A. (2004). « Les techno-réseaux en temps de marée noire : Des outils de mobilisation et d'expression citoyennes ». *Quaderni*, n° 55, p. 75-84.